

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 278

10 février 2011

### SOMMAIRE

Agrostar .....	13318	Quinlan Private Senator Holdings S.à r.l. .....	13311
AIG/Lincoln Campus-M Schatzbogen S.à.r.l. ....	13319	Robert Schickes, succ. R. Wagner S.à r.l. .....	13313
AIG/Lincoln EE CS One .....	13319	Robert Schickes, succ. R. Wagner S.à r.l. .....	13313
AIG/Lincoln EE CS One .....	13319	Saturn Luxembourg .....	13313
AIG/Lincoln Holdings S.à r.l. ....	13319	SGH S.A. ....	13314
AIG/Lincoln Schatzbogen Luxembourg S.à.r.l. ....	13320	Socardenne S.à r.l. ....	13314
AIG/Lincoln Western Europe (Luxem- bourg) S.à r.l. ....	13320	Société de Développement et de Finance- ment Holding S.A., SPF .....	13314
Al Mirqab International Holding S.A. ....	13324	Société de Participations Innofi S.A. ....	13315
An der Schmëtt S.à.r.l. ....	13318	Société de Participations Innofi S.A. ....	13315
Arlux Investments Sàrl .....	13320	Société d'Investissement de Howald S.A. .....	13314
Baufalux S.à r.l. ....	13344	Société Financière Internationale pour l'Afrique (SOFIA) .....	13315
BeeWee Media S.A. ....	13344	Steil-Manu .....	13315
Bristol-Myers Squibb Luxembourg Inter- national S.C.A. ....	13319	Summit Partners OGN (Luxco) S.C.A. ...	13316
Fidessa S.A. ....	13321	Technocopy Luxembourg S.à r.l. ....	13314
Fornaci di Masserano Bruno Tarello S.A. .....	13298	Tel & T International Holding S.A. ....	13315
Holden Recoveries S.à r.l. ....	13320	Tel & T International Holding S.A. ....	13316
LRP V Luxembourg Holdings S.à r.l. ....	13310	Tempera S.à.r.l. ....	13318
Lux Home Distribution S.A. ....	13310	Texas Refinery Corporation Intercontinen- tal S.A. ....	13316
Lux T.P. S.A. ....	13334	Thomson Reuters Holdings S.A. ....	13316
Machen Holding S.A. ....	13311	Tui Holdings S.C.A. ....	13314
Majuro Investments S.A. ....	13311	UBS (Lux) Structured Sicav .....	13310
Majuro Investments S.A. ....	13311	Unitas S.A. SPF .....	13316
Merin Holding SA SPF .....	13312	Vialegis S.A. ....	13317
Mivne Ta'Asiya (Luxembourg) Holding S.A. ....	13313	Weinberg Real Estate Partners # 1 SCA .....	13317
Mongolian Transportation Holdings S.à r.l. .....	13311	White Mountains Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ....	13317
Nanciere S.A. ....	13312	WM Phoenix (Luxembourg) S.à r.l. ....	13317
New Mersey Lux S. à r. l. ....	13312	WPP Luxembourg Germany Holdings S.à r.l. ....	13318
Nouvelle Euro-Technique S.à r.l. ....	13312	Zeus Private Equity S.A. ....	13318
Polytec Global Technologies S.à.r.l. ....	13312		
PR Retail Asset I S.à r.l. ....	13334		

**Fornaci di Masserano Bruno Tarello S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.053.

L'an deux mille dix, le deux décembre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «FORNACI DI MASSERANO BRUNO TARELLO S.A.», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal, constituée en Italie le 17 février 1930 et dont le siège a été transféré au Grand-Duché de Luxembourg suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 20 juin 2005, publié au Mémorial, C Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 1229 du 18 novembre 2005, et dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis lors.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Frédérique VIGNERON, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente désigne comme secrétaire Madame Solange WOLTER-SCHIERES, employée privée, demeurant à Schouweiler.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Katia ROTI, employée privée, demeurant à Luxembourg.

La présidente déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les DEUX CENTS MILLE (200.000) actions représentant l'intégralité du capital social, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1.- Transformation de la forme juridique de la Société de société anonyme en société à responsabilité limitée.

3.- Refonte des statuts.

4.- Nomination des gérants.

5.- Transfert du siège social de L-2449 Luxembourg 8, boulevard Royal vers I-37132 Vérone, Via Canobbio n.34 .

6.- Décision corrélative d'adoption de la nationalité italienne.

7.- Confirmation que tous les actifs et passifs de la société luxembourgeoise, sans limitation resteront la propriété de la société en Italie.

8.- Décision d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes de la société et de leur accorder décharge pour l'exécution de leurs mandats.

9.- Décision quant à la nomination de l'administrateur et du collegio sindacale en Italie.

10.- Décision de continuer l'activité en Italie sous la dénomination FORNACI DI MASSERANO S.r.l. et refonte complète des statuts en vue de les adapter aux dispositions de la loi italienne.

11.- Donner mandat pour procéder à toutes les démarches nécessaires prévues par la loi italienne et luxembourgeoise tant en Italie qu'au Grand-Duché de Luxembourg en relation avec le transfert de siège.

12.- Divers.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de transformer conformément à la faculté prévue à l'article 3 de la loi sur les sociétés commerciales la Société en société à responsabilité limitée sans changement de la personnalité juridique de la Société.

Les DEUX CENTS MILLE (200.000) actions sont échangées contre DEUX CENT MILLE (200.000) parts sociales détenues comme suit:

- La société TOPPETTI 2 S.p.A. ayant son siège social au I-37132 Verona, Via Canobbio 34 à concurrence de QUATRE-VINGT-QUATORZE MILLE (94.000) parts sociales

- Monsieur Marco TARELLO demeurant à I-13866 Masserano, Via 2 Giugno n.30 à concurrence de VINGT ET UN MILLE SEPT CENTS (21.700) parts sociales

- La société LATMAS DI TARELLO MARCO & C. S.N.C. ayant son siège social à I-13866 Masserano, Via 2 Giugno n. 30 à concurrence de QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE TROIS CENTS (84.300) parts sociales

## Deuxième résolution

L'assemblée décide la refonte des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

### «Titre I<sup>er</sup> . - Objet - Raison sociale - Durée

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par la présente entre le comparant et tous ceux qui par la suite pourraient devenir propriétaires de parts sociales une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société a également pour objet la production et le commerce de matériaux et matières premières pour le bâtiment.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire de l'intermédiation sur les marchés.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social."

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La société prend la dénomination de «FORNACI DI MASSERANO BRUNO TARELLO S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

### Titre II. - Capital social - Parts sociales

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT MILLE EUROS (EUR 400.000,-), représenté par DEUX CENT MILLE (200.000) parts sociales d'une valeur nominale de DEUX EUROS (EUR 2,-) chacune.

**Art. 7.** Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

**Art. 8.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

**Art. 9.** Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

### Titre III. - Administration et Gérance

**Art. 10.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

**Art. 11.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

**Art. 12.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir les voix de la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

**Art. 13.** Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

**Art. 14.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 15.** Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

#### **Titre IV. - Dissolution - Liquidation**

**Art. 17.** Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

#### **Titre V. - Dispositions générales**

**Art. 18.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

##### *Troisième résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes actuellement en fonction et de leur accorder décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour et de nommer comme gérant de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Marco TARELLO, prénommé

##### *Quatrième résolution*

L'assemblée décide d'approuver le bilan et le compte de pertes et profits au 31 octobre 2010 qui sera considéré comme bilan de clôture à Luxembourg et bilan d'ouverture en Italie et de transférer le siège social, administratif et le siège de direction effective avec effet à la date de ce jour du Grand-Duché de Luxembourg, L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal en Italie à I-37132 Vérone, Via Canobbio n.34, et de faire adopter par la société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et de transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une personne juridique nouvelle et le tout sous la condition résolutoire de la non-homologation de ce transfert par les autorités italiennes compétentes pour quelque motif que ce soit.

L'assemblée constate que cette résolution a été prise en conformité de l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.

##### *Cinquième résolution*

L'assemblée confirme que tous les actifs et passifs sans limitation resteront la propriété de la société dont le siège est transféré en Italie.

##### *Sixième résolution*

L'assemblée décide de nommer comme administrateur en Italie:

Monsieur Marco TARELLO, prénommé;

Et de nommer au «Collegio Sindacale»:

Monsieur Emilio Bosco, demeurant à I-13900 Biella, Via Pietro Micca 13, Revisore Contabile (G.U. Suppl. 31 bis, IV Serie Speciale del 21/04/1995) - President;

Monsieur Alberto Blotto, demeurant à I-13900 Biella, Via Marucca 7, Revisore Contabile (G.U. Suppl. 31 bis, IV Serie Speciale del 21/04/1995) Sindaco effettivo;

Monsieur Renato Bighelli, demeurant à I-37100 Verona, Via Virgilio Zavarise 2, Revisore Contabile (G.U. Suppl. 31 bis, IV Serie Speciale del 21/04/1995) Sindaco Effettivo;

Madame Daniela Bighelli, demeurant à I-37100 Verona, Via Euclide 6, Revisore Contabile (G.U. n. 031, del 18/04/2003), sindaco supplente;

Monsieur Gianni Borzoni, demeurant à I-13900 Biella, Via Marucca 5, sindaco supplente.

##### *Septième résolution*

Consécutivement à l'adoption de la quatrième résolution, il a été unanimement décidé de continuer l'activité en Italie sous la dénomination FORNACI DI MASSERANO S.r.l. et de modifier les statuts de la société afin de les mettre en conformité avec la loi italienne

#### **STATUTO**

#### **STATUTO DELLA SOCIETA' "FORNACI DI MASSERANO S.R.L."**

**Art. 1. Denominazione.** E' costituita la società a responsabilità limitata denominata "FORNACI DI MASSERANO S.R.L.".

**Art. 2. Sede.**

2.1 Sede della società

La società ha sede nel Comune di Verona all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese a sensi dell'art. 111-ter delle disposizioni di attuazione del codice civile.

2.2 Unità locali, trasferimento all'interno del Comune L'Organo Amministrativo ha facoltà di istituire e di sopprimere ovunque unità locali operative (ad esempio succursali, filiali o uffici amministrativi senza stabile rappresentanza), ovvero di trasferire la sede sociale nell'ambito del Comune sopra indicato sub 2.1; spetta invece all'assemblea decidere il trasferimento della sede in Comune diverso da quello sopra indicato sub 2.1.

Il domicilio dei soci, per quanto riguarda i loro rapporti con la società, è quello risultante dal Registro delle Imprese.

**Art. 3. Oggetto.** La società ha per oggetto le seguenti attività:

- acquisto di partecipazioni sotto qualsiasi forma esse siano, all'interno di altre società, lussemburghesi o straniere e delle loro filiali;

- gestione, controllo e valorizzazione di queste partecipazioni;
- possesso e gestione di immobili siti in Lussemburgo o all'estero;
- produzione e commercio di materiali e materie prime per la costruzione;
- acquisto, anche per mezzo di apporto, conferimento e opzione, di beni immobili e mobili di ogni genere;
- vendita, cessione, permuta, ed ogni altro atto di trasferimento dei medesimi;
- acquisto e vendita di tutti i brevetti ed altri diritti correlati a questi brevetti o che possano completarli.

La società può compiere tutte le operazioni commerciali, industriali, finanziarie, immobiliari e mobiliari, ritenute necessarie od utili per il conseguimento dell'oggetto sociale, compresa la prestazione di garanzie (reali e personali), anche a favore di terzi. Può assumere partecipazioni, anche azionarie, ed acquistare quote di altre società o imprese. Tali attività devono essere effettuate in modo non prevalente e comunque in ottemperanza e nei limiti di cui alla normativa vigente, con esclusione di qualsiasi operazione inerente l'esercizio del credito, la raccolta del risparmio tra il pubblico ed il collocamento presso terzi di quote, interessenze e partecipazioni in società di qualunque tipo o in imprese.

**Art. 4. Durata.** La durata della società è fissata fino al trentuno dicembre duemilacento; tale termine può essere anticipato o prorogato con deliberazione dell'Assemblea dei soci.

Ciascun socio, potrà esercitare, in ogni momento, il diritto di recesso, nelle modalità e nei casi previsti dall'art. 19, previo preavviso di almeno sei mesi, da comunicarsi alla società a mezzo di raccomandata.

Il recesso sarà efficace nei confronti della società solo dopo il decorso del suddetto termine di preavviso.

**Art. 5. Capitale sociale e quote.** Il capitale è di Euro 400.000,00 (quattrocentomila).

La partecipazione di ciascun socio non può essere di ammontare inferiore ad un Euro o a multipli di un Euro.

Il capitale può essere aumentato anche a titolo gratuito.

**Art. 6. Aumento a pagamento e riduzione del capitale.**

6.1 Aumento di capitale a pagamento

Il capitale può essere aumentato a pagamento, anche mediante conferimento di beni in natura e di crediti.

Possono essere conferiti, a liberazione dell'aumento a pagamento del capitale, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società, nel rispetto dell'art. 2464 c.c., quanto alla necessaria garanzia degli obblighi assunti dal socio; la deliberazione di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento: in mancanza di qualsiasi indicazione il conferimento deve farsi in denaro. In caso di aumento del capitale a pagamento, l'offerta di opzione ai soci, in proporzione alle rispettive partecipazioni, deve essere depositata presso il competente Registro delle Imprese.

Il diritto di opzione deve essere esercitato dai soci, a pena di decadenza, entro il termine di trenta giorni dalla pubblicazione dell'offerta.

Ai soci che hanno esercitato il diritto di opzione è riconosciuto il diritto di prelazione sulle quote non optate, secondo le modalità e i termini disciplinati nel successivo articolo.

6.2 Riduzione per perdite

In caso di riduzione del capitale per perdite, può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale o del revisore, se nominati, qualora consti il consenso unanime di tutti i soci. La rinuncia a detto deposito deve essere confermata in sede assembleare e deve risultare dal relativo verbale.

**Art. 7. Trasferimento della quota di partecipazione per atto tra vivi.** Le quote di partecipazione sono liberamente trasferibili a favore degli altri soci, del coniuge e dei parenti in linea retta del socio.

In ipotesi di vendita, in tutto o in parte, della quota di partecipazione o di costituzione sulla medesima di diritti reali a favore di altri soggetti, è riconosciuto ai soci il diritto di prelazione, il cui esercizio è disciplinato nel seguente modo:

- la denuntiatio deve pervenire agli altri soci a mezzo di raccomandata A.R. e contenere il valore nominale della quota in oggetto, il nominativo dell'acquirente, il prezzo e le condizioni di pagamento;
- gli altri soci possono esercitare il diritto loro riconosciuto, comunicandolo all'offerente, mediante raccomandata A.R., entro trenta giorni dalla data di ricevimento della denuntiatio;

- non è ammesso l'esercizio parziale del diritto di prelazione e, in ipotesi di più prelatori, la quota verrà acquistata in proporzione alla rispettiva partecipazione al capitale;

- in caso di mancata risposta nel termine di cui sopra, l'offerta di prelazione si intende rifiutata ed il socio offerente è libero di trasferire la propria quota alle condizioni specificate nella denuncia, purché entro il termine di tre mesi dalla scadenza o dalla rinuncia al diritto di prelazione.

L'inosservanza della disciplina in tema di prelazione comporta l'inefficacia del trasferimento della quota nei confronti della società e dei soci.

**Art. 8. Morte del socio.** In caso di morte di un socio, la quota di partecipazione di quest'ultimo si trasferisce agli eredi e/o legatari, qualora si tratti di altri soci, del coniuge o di parenti in linea retta.

Ove questi ultimi costituiscano una pluralità di soggetti, i medesimi dovranno nominare, ai sensi dell'art. 2468, quinto comma, c.c., un rappresentante comune, salva la facoltà di procedere alla divisione della quota caduta in successione.

Negli altri casi viene riconosciuto ai soci superstiti il diritto di continuare la società con gli eredi e/o legatari del defunto, se questi vi consentano, ovvero di liquidare agli stessi il valore della quota, sulla base della situazione patrimoniale della società alla data del decesso.

In caso di liquidazione della quota, quest'ultima si accrescerà proporzionalmente ai soci superstiti.

La liquidazione dovrà avvenire entro sei mesi dal giorno del decesso, con decorrenza, da tale data, degli interessi legali.

La volontà dei soci superstiti e degli eredi e/o legatari di continuare la società, ovvero la liquidazione della quota agli eredi e/o legatari, dovrà risultare da atto idoneo a consentirne la pubblicità nel Registro delle Imprese.

**Art. 9. Usufrutto, Pegno e sequestro sulle quote.** In caso di usufrutto e/o pegno sulle quote:

- il diritto di voto spetta all'usufruttuario e/o al creditore pignoratizio;

- il diritto dell'usufruttuario e/o del creditore pignoratizio, in caso di aumento di capitale, sia gratuito che a pagamento, si estende alle quote assegnate gratuitamente o sottoscritte dal socio-nudo proprietario e/o pignorato;

- il socio nudo-proprietario e/o pignorato, in caso di aumento a pagamento, è obbligato a versare il prezzo di emissione e su tale importo l'usufruttuario e/o il creditore pignoratizio deve corrispondergli l'interesse legale.

**Art. 10. Decisioni dei soci.**

10.1 Competenze dei soci

I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente Statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

In ogni caso sono riservate alla competenza dei soci:

a) l'approvazione del bilancio e la distribuzione degli utili;

b) la nomina degli amministratori e la loro revoca;

c) la nomina nei casi previsti dalla legge dei sindaci e del presidente del collegio sindacale o del revisore e la loro revoca;

d) le modificazioni dell'atto costitutivo (e/o statuto);

e) la decisione di compiere operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci.

Con riferimento alle materie di cui alle lettere d) ed e), oppure quando lo richiedono uno o più amministratori o i soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale, le decisioni dei soci debbono essere necessariamente adottate mediante deliberazione assembleare di cui al successivo art. 11.

In ogni altro caso, invece, le decisioni dei soci possono essere adottate, oltre che con il metodo assembleare, anche con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto.

10.2 Diritto di partecipazione

Ogni socio cui spetti il diritto di voto ha diritto di partecipare alle decisioni di cui al presente articolo ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione.

Non possono partecipare alle decisioni, sia che esse vengano adottate con il metodo assembleare, sia che esse vengano adottate con il metodo della consultazione scritta o del consenso espresso per iscritto, i soci morosi (ai sensi dell'art. 2466 c.c) ed i soci titolari di partecipazioni per le quali espresse disposizioni di legge dispongono la sospensione del diritto di voto.

10.3 Consultazione scritta

Per "consultazione scritta" si intende il procedimento avviato da uno o più amministratori o da tanti soci che rappresentino almeno un terzo del capitale con cui si propone la deliberazione ai soci, con comunicazione scritta inviata a mezzo lettera raccomandata o telegramma spediti al domicilio risultante dal Registro delle Imprese o a mezzo telefax o messaggio di posta elettronica inviati rispettivamente al numero di fax o all'indirizzo di posta elettronica comunicati alla società ed annotati nel Registro delle Imprese.

Dal documento scritto dovranno risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di decisione;



- il contenuto e le risultanze della decisione;
- l'indicazione dei soci consenzienti;
- l'indicazione dei soci contrari o astenuti, e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la sottoscrizione di tutti i soci, sia consenzienti sia astenuti sia contrari.

La risposta dei soci alla consultazione deve essere apposta in calce alla proposta con la dicitura "favorevole" o "contrario", le eventuali osservazioni a supporto del voto espresso, la data e la sottoscrizione.

La decisione si intende adottata ove pervengano presso la sede sociale, entro trenta giorni dall'invio della proposta di decisione, i voti favorevoli di tanti soci che rappresentino la maggioranza prescritta dal presente statuto.

La mancata risposta equivale a voto contrario.

La data delle decisioni è quella in cui è pervenuta presso la sede sociale l'ultimo voto favorevole necessario per l'approvazione della decisione.

#### 10.4 Consenso espresso per iscritto

Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di discussione;
- il contenuto e le risultanze della decisione.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti i soci, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario, ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione dei soci entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire, nell'indirizzo indicati nel Registro delle Imprese, con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

#### 10.5 Maggioranza per capitale

Le decisioni dei soci sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

Si considerano votanti i soci consenzienti e dissenzienti, con esclusione dei soci astenuti.

#### 10.6 Trascrizione decisione

Le decisioni dei soci, adottate ai sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte, senza indugio, nel Libro delle decisioni dei soci, e conservate tra gli atti sociali.

### **Art. 11. Assemblea.**

#### 11.1 Competenza dell'assemblea

Devono essere sempre adottate mediante deliberazione assembleare le decisioni dei soci che riguardano le modificazioni dell'atto costitutivo e dello statuto, oppure il compimento di operazioni che comportano una sostanziale modifica dell'oggetto sociale determinato nell'atto costitutivo o una rilevante modifica dei diritti dei soci, e comunque quando lo richiedono uno o più amministratori o i soci che rappresentino almeno un terzo del capitale.

#### 11.2 Convocazione

L'Assemblea viene convocata dall'Organo amministrativo con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'adunanza, mediante lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo fatto pervenire ai soci al domicilio risultante dal Registro delle Imprese (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi similari, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati comunicati dal socio e che risultino dal Registro delle Imprese).

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

L'assemblea può essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori della sede sociale, purchè in Italia.

L'assemblea per l'approvazione del bilancio deve essere convocata entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale e, quando particolari esigenze della società relative alla struttura e all'oggetto della società, ritenute idonee dall'Organo Amministrativo, lo richiedano, anche entro centottanta giorni.

#### 11.3 Assemblea totalitaria

L'assemblea può validamente costituirsi, anche in mancanza delle suddette formalità, qualora sia presente o rappresentato l'intero capitale sociale e siano presenti o informati tutti gli Amministratori e tutti i componenti effettivi del Collegio Sindacale, se nominato; e nessuno si opponga alla trattazione dell'argomento.

Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente dell'Assemblea e da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

#### 11.4 Intervento e rappresentanza

Sono legittimati ad intervenire in assemblea i soci che risultino iscritti nel Registro delle Imprese alla data dell'adunanza e non siano in mora nei versamenti delle quote; ogni socio avente diritto ad intervenire può farsi rappresentare da altra persona, anche non socio, con i limiti e secondo le modalità di cui all'art. 2372 c.c..

#### 11.5 Diritto di voto

Ogni socio ha diritto ad un voto per ogni Euro di capitale sottoscritto.

Il voto deve essere palese o comunque deve essere espresso con modalità tali da consentire l'individuazione del socio votante, consenziente o dissenziente, o astenuto.

#### 11.6 Presidente dell'assemblea

L'assemblea è presieduta, a seconda della forma dell'organo amministrativo, dall'Amministratore Unico, ovvero dal Presidente del Consiglio di Amministrazione, oppure dall'amministratore più anziano per età; in loro assenza o impedimento, è presieduta dalla persona designata con il voto della maggioranza per teste dei presenti.

Spetta al Presidente dell'Assemblea verificare la regolarità della costituzione dell'adunanza, accertare l'identità e la legittimazione all'intervento e al voto dei presenti, e, pertanto, disporre l'eventuale esclusione dall'assemblea dei non legittimati, dirigere e regolare lo svolgimento della discussione, stabilire le modalità delle votazioni ed accertare e proclamare i risultati delle stesse.

#### 11.7 Quorum costitutivo e deliberativo

L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza dei soci che rappresentino almeno la metà del capitale sociale.

L'assemblea delibera con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale.

L'assemblea, regolarmente costituita, rappresenta l'universalità dei soci e le sue deliberazioni, prese in conformità alla legge e allo Statuto, obbligano tutti i soci, ancorchè non intervenuti o dissenzienti.

#### 11.8 Verbalizzazione delle delibere

Le deliberazioni dell'assemblea sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente, dal Segretario ed, eventualmente, dagli scrutatori; nei casi previsti dalla legge, e quando il Presidente lo ritenga opportuno, il verbale è redatto da un Notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione di soci favorevoli, contrari, e astenuti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

Il verbale deve essere trascritto, a cura dell'Organo Amministrativo, sul libro delle decisioni dei soci.

#### 11.9 Adunanze in audiovideoconferenza

Le adunanze dell'assemblea possono tenersi anche in audiovideoconferenza, alle seguenti condizioni, di cui si deve dare atto nei relativi verbali:

- presenza nello stesso luogo del Presidente e del Segretario, i quali provvedono alla redazione e alla sottoscrizione del verbale;
- possibilità, per il Presidente dell'assemblea, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, di regolare lo svolgimento dell'adunanza, e di constatare e proclamare i risultati della votazione;
- possibilità per il segretario verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- possibilità per gli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare, ricevere o trasmettere documenti;
- indicazione nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) dei luoghi audio e video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il Presidente ed il segretario verbalizzante;
- necessità di predisposizione di tanti fogli presenze quanti sono i luoghi audio e video collegati in cui si tiene la riunione.

### **Art. 12. Amministrazione.**

#### DISPOSIZIONI GENERALI.

##### 12.1 Organo amministrativo

La società può essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

- a) da un Amministratore Unico,
- b) da un Consiglio di Amministrazione, composto da due a cinque membri, secondo il numero che verrà determinato dai soci al momento della nomina,
- c) da due o più amministratori con poteri congiunti, disgiunti, o da esercitarsi a maggioranza.

Sia l'Amministratore Unico, che i componenti del Consiglio di Amministrazione, che gli amministratori, possono essere non soci e sono rieleggibili.

La scelta circa il sistema di amministrazione e, nel caso di consiglio, la fissazione del numero dei membri è rimessa alla decisione dei soci.

##### 12.2 Durata



L'organo amministrativo dura in carica a tempo indeterminato, fino a revoca o a dimissioni, oppure per il minor periodo eventualmente stabilito con decisione dei soci.

In caso di nomina fino a revoca o dimissioni, è consentita la revoca in ogni tempo e senza necessità di motivazione.

#### 12.3 Poteri di gestione e di rappresentanza

Gli Amministratori sono investiti dei più ampi poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione della società, per il conseguimento dell'oggetto sociale, senza limitazione alcuna, salve le competenze inderogabilmente riservate ai soci.

Nel caso di nomina del Consiglio di Amministrazione, la rappresentanza generale, sostanziale e processuale della società, spetta al Presidente del Consiglio di Amministrazione, nonchè, nei limiti dei poteri attribuiti, al Consigliere delegato.

Nel caso di nomina di più amministratori, con poteri congiunti o disgiunti, la rappresentanza generale, sostanziale e processuale della società, spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta, a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta o disgiunta. In mancanza di qualsiasi precisazione nell'atto di nomina in ordine alle modalità di esercizio dei poteri amministrativi e di rappresentanza, detti poteri si intenderanno attribuiti agli amministratori in via disgiunta. In tale ipotesi ciascun amministratore ha diritto di opporsi all'operazione prima che sia compiuta: sull'opposizione decidono i soci.

Nel caso di nomina di un Amministratore Unico, la rappresentanza generale, sostanziale e processuale della società, spetta allo stesso in via esclusiva.

L'organo amministrativo ha facoltà di nominare direttori, institori, procuratori speciali e per determinate categorie di atti; in tal caso la rappresentanza spetta anche a tali soggetti, nei limiti dei poteri loro conferiti.

#### 12.4 Compenso dell'Organo Amministrativo

Gli Amministratori della società hanno diritto al rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio, purchè documentate, e ad un compenso determinato dai soci, i quali possono inoltre annualmente deliberare l'accantonamento di una somma, anche in forma di indennità assicurativa, da liquidarsi agli amministratori alla cessazione del rapporto, a titolo di indennità di fine mandato.

Agli Amministratori investiti di particolari cariche compete una specifica remunerazione, determinata dal Consiglio di Amministrazione a norma dell'art. 2389 c.c..

#### 12.5 Decisioni dell'Organo Amministrativo

Le decisioni degli amministratori possono essere adottate con il metodo della consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, salvo per le ipotesi di cui al quinto comma dell'art. 2475 c.c. (redazione del progetto di bilancio, di fusione e di scissione, ed aumento delegato).

#### 12.6 Consultazione scritta

Nel caso si opti per il sistema della consultazione scritta dovrà essere redatto apposito documento scritto, dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di decisione;
- il contenuto e le risultanze della decisione;
- l'indicazione degli amministratori consenzienti;
- l'indicazione degli amministratori contrari o astenuti, e, su richiesta degli stessi, l'indicazione del motivo della loro contrarietà o astensione;
- la sottoscrizione di tutti gli amministratori, sia consenzienti sia astenuti sia contrari.

La mancata sottoscrizione equivale a voto contrario.

#### 12.7 Consenso espresso per iscritto

Nel caso si opti per il sistema del consenso espresso per iscritto dovrà essere redatto apposito documento scritto dal quale dovrà risultare con chiarezza:

- l'argomento oggetto di discussione;
- il contenuto e le risultanze della decisione.

Copia di tale documento dovrà essere trasmessa a tutti gli amministratori, i quali, entro i cinque giorni successivi, dovranno trasmettere alla società apposita dichiarazione, scritta in calce alla copia del documento ricevuta, nella quale dovranno esprimere il proprio voto favorevole o contrario, ovvero l'astensione, indicando, se ritenuto opportuno, il motivo della loro contrarietà o astensione; la mancanza di dichiarazione degli amministratori entro il termine suddetto equivale a voto contrario.

Le trasmissioni previste nel presente comma potranno avvenire con qualsiasi mezzo e/o sistema di comunicazione che consenta un riscontro della spedizione e del ricevimento, compresi il fax e la posta elettronica.

#### 12.8 Maggioranza

Le decisioni degli amministratori sono prese con il voto favorevole della maggioranza dei votanti.

Si considerano votanti gli amministratori consenzienti e dissenzienti, con esclusione di quelli astenuti.

#### 12.9 Trascrizione decisione

Le decisioni degli amministratori, adottate ai sensi del presente articolo, dovranno essere trascritte nel Libro delle decisioni degli amministratori.

12.10 Decisioni adottabili dall'Organo Amministrativo L'Organo Amministrativo può adottare:

- a) la decisione di aumento del capitale ai sensi dell'art. 2481 c.c.;
- b) la decisione di riduzione del capitale per perdite superiori al terzo, di cui all'art. 2446, ultimo comma c.c., richiamato dall'art. 2482 bis, ultimo comma c.c.;
- c) l'approvazione del progetto di fusione e di scissione.

#### CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE

12.11 Convocazione del Consiglio di Amministrazione

Il Consiglio di Amministrazione viene convocato, dal Presidente, con avviso ricevuto almeno tre giorni prima di quello fissato per l'adunanza, mediante lettera raccomandata, ovvero con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo fatto pervenire agli amministratori ed ai sindaci, ove nominati, al domicilio da loro comunicato alla società (nel caso di convocazione a mezzo telefax, posta elettronica o altri mezzi similari, l'avviso deve essere spedito al numero di telefax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito comunicato).

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

Il Consiglio può essere convocato anche fuori della sede sociale, purchè in Italia.

In difetto di tali formalità, il Consiglio è validamente costituito qualora intervengano, o siano informati della riunione, tutti gli amministratori in carica e dei sindaci effettivi, se nominati.

Se gli amministratori o i sindaci, se nominati, non partecipano personalmente alla riunione, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da produrre al Presidente del Consiglio e da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

12.12 Presidente del Consiglio di Amministrazione

Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, questo elegge fra i suoi membri un Presidente, se questi non è designato dai soci in occasione della nomina.

L'adunanza del Consiglio di Amministrazione è presieduta dal Presidente ovvero, in sua assenza, dal consigliere più anziano di età.

Compete al Presidente verificare la regolarità della costituzione, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, e, pertanto, l'eventuale esclusione dalla riunione dei non legittimati, regolare e dirigere lo svolgimento della discussione, accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

12.13 Quorum costitutivi e deliberativi

Il Consiglio di Amministrazione è validamente costituito con la presenza della maggioranza dei suoi membri in carica e delibera con il voto favorevole della maggioranza dei presenti; in caso di parità prevale il voto di chi presiede, purchè il Consiglio sia composto da almeno tre membri.

12.14 Verbalizzazione delle delibere

Le deliberazioni del Consiglio di Amministrazione sono constatate da verbale sottoscritto dal Presidente e dal Segretario.

Il verbale deve essere trascritto sul libro delle decisioni degli Amministratori.

12.15 Adunanze in audiovideoconferenza

Le adunanze del Consiglio di Amministrazione possono tenersi anche in audiovideoconferenza alle medesime condizioni di cui al precedente articolo 11.9.

12.16 Comitato Esecutivo ed Amministratori Delegati

Il Consiglio di Amministrazione può deliberare la costituzione di un Comitato Esecutivo, formato da propri membri, determinandone la composizione, i compiti e le norme di funzionamento.

Il Consiglio di Amministrazione può altresì delegare, in tutto o in parte, le proprie attribuzioni ad uno o più Consiglieri Delegati, determinando i poteri, i limiti e le modalità di esercizio della delega.

Non possono essere delegate le attribuzioni di cui agli articoli 2420 ter, 2423, 2443, 2446, 2447, 2501 ter e 2506 bis c.c..

**Art. 13. Organo di controllo.** Quale organo di controllo, i soci, con decisione da adottarsi a sensi del precedente art. 10, possono nominare:

- il Collegio Sindacale, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 14;
- un Revisore, che dovrà essere nominato e che opererà a sensi del successivo art. 15.

La nomina del Collegio Sindacale è obbligatoria verificandosi le condizioni poste dall'art. 2477 c.c.. Anche in questo caso il Collegio Sindacale verrà nominato ed opererà ai sensi del successivo art. 14.

#### **Art. 14. Collegio sindacale.**

14.1 L'Assemblea ordinaria nomina il Collegio Sindacale, composto da tre sindaci effettivi e da due sindaci supplenti, designandone altresì il Presidente e determinandone il compenso.

I sindaci possono essere soci e non soci, restano in carica per tre esercizi e sono rieleggibili.

La retribuzione annuale dei sindaci è determinata dall'assemblea all'atto della loro nomina per l'intero periodo di durata del loro ufficio.

14.2 Il Collegio Sindacale ha i doveri ed i poteri di cui agli artt. 2403 e 2403/bis cod. civ. ed inoltre esercita il controllo contabile; in relazione a ciò il Collegio Sindacale dovrà essere integralmente costituito da Revisori Contabili iscritti nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia. Si applicano, inoltre, le disposizioni di cui agli artt. 2406 e 2407 cod. civ..

Al Collegio sindacale si applicano le disposizioni in tema di società per azioni (artt. 2397 e ss.)

14.3 Il Collegio Sindacale deve riunirsi almeno ogni novanta giorni su iniziativa di uno qualsiasi dei sindaci.

Il Collegio Sindacale è regolarmente costituito con la presenza della maggioranza dei sindaci, e delibera a maggioranza assoluta dei presenti. Il sindaco dissenziente ha diritto di iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

Le adunanze del Collegio Sindacale possono tenersi anche in audiovideoconferenza alle medesime condizioni di cui al precedente articolo 11.9.

14.4 Ogni socio può denunciare i fatti che ritiene censurabili al Collegio Sindacale, il quale deve tener conto della denuncia nella relazione annuale sul bilancio; se la denuncia è fatta da tanti soci che rappresentino un ventesimo del capitale sociale il Collegio Sindacale deve indagare senza ritardo sui fatti denunciati e presentare le sue conclusioni ed eventuali proposte all'assemblea.

Si applica la disposizione di all'art. 2409 cod. civ..

**Art. 15. Revisore.** In alternativa al Collegio Sindacale (salvo che nei casi di nomina obbligatoria del Collegio a sensi dell'art. 2477 c.c.) il controllo contabile della società può essere esercitato da un Revisore iscritto nel Registro istituito presso il Ministero della Giustizia.

Non può essere nominato alla carica di revisore e se nominato decade dall'incarico chi si trova nelle condizioni previste dall'art. 2399 Cod.Civ..

Il corrispettivo del revisore è determinato dai soci all'atto della nomina per l'intero periodo di durata del suo ufficio.

L'incarico ha la durata di tre esercizi, con scadenza alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio dell'incarico.

L'incarico può essere revocato solo per giusta causa e con deliberazione dell'assemblea dei soci. La deliberazione di revoca deve essere approvata con decreto dal Tribunale, sentito l'interessato.

Il revisore svolge le funzioni di cui all'art. 2409-ter cod. civ.; si applica inoltre la disposizione di cui all'art. 2409-sexies cod. civ..

**Art. 16. Controllo dei soci.** I soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli Amministratori notizia dello svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche a mezzo di un professionista di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

**Art. 17. Esercizio sociale - Bilanci.** Gli esercizi sociali si chiudono al 31 dicembre di ogni anno.

Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

Il bilancio deve essere approvato dai soci, con decisione da adottarsi entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale ovvero entro centottanta giorni qualora particolari esigenze della società lo richiedano: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione

**Art. 18. Utili, Versamenti e Finanziamenti dei soci.** Dagli utili netti risultanti dal bilancio deve essere dedotta una somma corrispondente al 5% (cinque per cento) da destinare alla riserva legale finché questa non abbia raggiunto il quinto del capitale sociale.

La decisione dei soci, che approva il bilancio, decide sulla distribuzione degli utili ai soci.

Possono essere distribuiti esclusivamente gli utili realmente conseguiti e risultanti dal bilancio regolarmente approvato, fatta deduzione della quota destinata alla riserva legale.

Se si verifica una perdita del capitale sociale, non può farsi luogo a distribuzione degli utili fino a che il capitale non sia reintegrato o ridotto in misura proporzionale.

Non è consentita la distribuzione di acconti su dividendi.

Nel rispetto della normativa vigente e secondo i criteri stabiliti dal Comitato Interministeriale per il Credito ed il Risparmio, la società può acquisire dai soci versamenti in conto capitale o a fondo perduto, senza obbligo di rimborso, ovvero stipulare con i soci finanziamenti, con obbligo di rimborso, infruttiferi, salvo diversa determinazione.

## **Art. 19. Recesso del socio.**

### 19.1 Ipotesi di recesso

Il diritto di recesso compete:

- ai soci che non hanno consentito al cambiamento dell'oggetto o del tipo di società, alla sua fusione o scissione, al trasferimento della sede all'estero, alla revoca dello stato di liquidazione, all'eliminazione di una o più cause di recesso previste dal presente Statuto, all'introduzione o rimozione di vincoli alla circolazione delle partecipazioni;
- ai soci che non hanno consentito al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto della società o una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci;
- in tutti gli altri casi previsti dalla legge (ad esempio: artt. 2469, secondo comma, 2481 bis, primo comma, 2473, secondo comma, 2497 quater, 2500 ter, primo comma c.c.) o dal presente Statuto.

### 19.2 Esercizio del diritto di recesso

L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso, nei casi previsti al precedente art. 19.1, dovrà essere spedita all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscriverne al Registro Imprese, esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Il diritto di recesso può essere esercitato solo per l'intera partecipazione. La partecipazione per la quale è esercitato il diritto di recesso non può essere ceduta.

Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima ovvero se è deliberato lo scioglimento della società.

La lettera raccomandata di cui sopra dovrà indicare le generalità del socio recedente, il suo domicilio, nonché l'ammontare della partecipazione di cui è titolare.

### 19.3 Rimborsamento

I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione al patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dagli amministratori tenendo conto del suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso (eventualmente ed in particolare tenendo conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del valore dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie); in caso di disaccordo la determinazione è compiuta tramite relazione giurata di un esperto nominato dal Tribunale del luogo in cui ha sede la società, su istanza della parte più diligente; si applica in tal caso il primo comma dell'articolo 1349 cod. civ..

Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro sei mesi dalla comunicazione del medesimo fatta alla società.

Esso può avvenire anche mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni oppure da parte di un terzo concordemente individuato da soci medesimi. Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili. In tal caso la partecipazione del socio receduto si accrescerà proporzionalmente alle partecipazioni degli altri soci.

In mancanza di riserve disponibili, andrà ridotto in misura corrispondente il capitale sociale; in quest'ultimo caso si applica l'articolo 2482 cod. civ..

Tuttavia, se, a seguito del rimborso della quota del socio receduto, il capitale si dovesse ridurre al di sotto del minimo legale, tutti i soci superstiti dovranno provvedere, in proporzione alle rispettive quote di partecipazione, ai conferimenti necessari, al fine di ricostituire il capitale, ovvero dovranno provvedere alla trasformazione o allo scioglimento della società.

## **Art. 20. Esclusione del socio.**

### 20.1 Ipotesi di esclusione

L'esclusione del socio, oltre che nel caso indicato nell'art. 2466, terzo comma, c.c., può aver luogo per quanto disciplinato dalle norme di legge.

### 20.2 Procedimento di esclusione

L'esclusione deve essere approvata dai soci con apposita delibera da adottarsi esclusivamente con il metodo assembleare di cui all'art 11. Per la valida costituzione dell'assemblea e per il calcolo della maggioranza richiesta non si tiene conto della partecipazione del socio della cui esclusione si tratta.

La delibera di esclusione deve essere comunicata con raccomandata con ricevuta di ritorno al socio escluso e l'esclusione avrà effetto decorsi trenta giorni dalla comunicazione suddetta.

Il socio escluso ha diritto alla liquidazione della sua partecipazione; al riguardo si applicano le disposizioni del precedente art. 19.3, in tema di rimborso della partecipazione del socio recedente, esclusa la possibilità del rimborso della partecipazione mediante riduzione del capitale sociale.

**Art. 21. Scioglimento e liquidazione.** Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

In tal caso nonchè verificandosi una delle altre cause di scioglimento previste dall'art. 2484 c.c., ovvero da altre disposizioni di legge o del presente Statuto, l'Assemblea con apposita deliberazione da adottarsi sempre con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto, dispone:

- il numero dei liquidatori e le regole di funzionamento del collegio in caso di pluralità di liquidatori;
- la nomina dei liquidatori, con indicazione di quelli cui spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- i poteri dei liquidatori, con particolare riguardo alla cessione dell'azienda sociale, di rami di essa, ovvero anche di singoli beni o diritti, o blocchi di essi; gli atti necessari per la conservazione del valore dell'impresa, ivi compreso il suo esercizio provvisorio, anche di singoli rami, in funzione del miglior realizzo.

In mancanza di alcuna disposizione in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art. 2489 c.c. e, pertanto, i liquidatori potranno compiere tutti gli atti utili per la liquidazione della società.

La società può in ogni momento revocare lo stato di liquidazione, occorrendo previa eliminazione della causa di scioglimento, con deliberazione dell'assemblea presa con le maggioranze richieste per le modificazioni del presente Statuto. Al socio dissenziente spetta il diritto di recesso. Per gli effetti della revoca si applica l'art. 2487 ter cod. civ.

Le disposizioni sulle decisioni dei soci, sulle assemblee e sugli organi amministrativi e di controllo si applicano, in quanto compatibili, anche durante la liquidazione.

Si applicano tutte le altre disposizioni di cui al capo VIII Libro V del Codice Civile (artt. 2484 e ss.)

**Art. 22. Titoli di debito.** La società può emettere titoli di debito.

L'emissione dei titoli di debito è deliberata dall'assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto.

La relativa delibera assembleare andrà verbalizzata da notaio, con conseguente applicazione dell'art. 2436 c.c..

La società può emettere titoli di debito per somma complessivamente non eccedente il capitale sociale, la riserva legale e le riserve disponibili risultanti dall'ultimo bilancio approvato.

I titoli emessi ai sensi del presente articolo possono essere sottoscritti soltanto da investitori qualificati. In caso di successiva circolazione, chi li ha sottoscritti risponde della solvenza della società nei confronti degli acquirenti che non siano investitori professionali ovvero soci della società medesima.

La delibera di emissione dei titoli deve prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e deve essere iscritta a cura degli amministratori presso il registro delle imprese. Può altresì prevedere che, previo consenso della maggioranza dei possessori dei titoli, la società possa modificare tali condizioni e modalità.

**Art. 23. Clausola di rinvio.** Per quanto non espressamente previsto nel presente statuto, si osservano le norme di legge in materia.

#### *Huitième résolution*

L'assemblée décide d'accorder tous pouvoirs généralement quelconques à Monsieur Marco TARELLO, prénommé, avec tous pouvoirs de substitution et de délégation, à l'effet d'accomplir individuellement toutes les formalités administratives prévues par la loi italienne nécessaires à l'inscription de la société à Vérone, de signer tous actes et documents y afférents et de faire toutes les démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives.

#### *Neuvième résolution*

Les résolutions ci-dessus sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société par les autorités italiennes compétentes.

Tous pouvoirs sont conférés à Madame Luisella MORESCHI, licenciée en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg, pour faire constater pardevant notaire la réalisation de la condition suspensive.

#### *Dixième résolution*

L'assemblée décide que tous les documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg seront conservés pendant un période de cinq ans à l'ancien siège de la société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: F. VIGNERON, S. WOLTER-SCHIERES, K. ROTI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 décembre 2010. Relation: LAC/2010/54077. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 14 décembre 2010.

Référence de publication: 2010170350/654.

(100197316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2010.

---

**LRP V Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 139.375.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2011004371/14.

(110004127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**UBS (Lux) Structured Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 101.286.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 20 décembre 2010:*

- Sont réélus au Conseil d'Administration:

\* M. Axel Keufen, membre du conseil d'administration, 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale annuelle en 2015

\* M. Günter Lutgen, membre du conseil d'administration, 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2014

\* M. Jeremy Stenham, membre du conseil d'administration, Finsbury Avenue 1, GB-ECC2M 2PP London, jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2013

\* M. Thomas Rose, président et membre du conseil d'administration, Gessnerallee 3-5, CH-8001 Zurich, jusqu'à l'assemblée générale annuelle en 2012

\* M. Court Taylour, membre du conseil d'administration, Gessnerallee 3-5, CH-8001 Zurich, jusqu'à l'assemblée générale annuelle en 2011

\* M. Jasbir Bhogal, membre du conseil d'administration, Finsbury Avenue 1, GB-ECC2M 2PP London, jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2011

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 05 janvier 2011.

*Pour UBS (Lux) Structured Sicav*

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Holger Rüth / Peter Sasse

*Associate Director / Associate Director*

Référence de publication: 2011004700/27.

(110003461) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**Lux Home Distribution S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-7327 Steinsel, 35, rue John Fitzgerald Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.950.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004373/10.

(110004561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---



**Mongolian Transportation Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.  
R.C.S. Luxembourg B 156.648.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Pour copie conforme  
Pour la société  
Maître Carlo WERSANDT  
Notaire

Référence de publication: 2011004380/14.

(110004006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Machen Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 27.091.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 60943 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011004382/10.

(110004440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Quinlan Private Senator Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 252.250,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 129.884.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2010.

Référence de publication: 2011004439/11.

(110004020) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Majuro Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.  
R.C.S. Luxembourg B 98.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011004383/10.

(110004562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Majuro Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.  
R.C.S. Luxembourg B 98.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011004384/10.

(110004563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Merin Holding SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 46.165.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2011004398/14.

(110004753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**New Mersey Lux S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 123.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004417/10.

(110004752) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Nanciere S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 137.332.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004420/10.

(110004597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Nouvelle Euro-Technique S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4411 Soleuvre, 160, rue Aessen.

R.C.S. Luxembourg B 79.405.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

*Pour la société Nouvelle Euro-Technique Sàrl*

*Signature*

Référence de publication: 2011004422/12.

(110004724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Polytec Global Technologies S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 151.801.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.  
Pour copie conforme  
Pour la société  
Maître Carlo WERSANDT  
Notaire

Référence de publication: 2011004430/14.

(110004050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Robert Schickes, succ. R. Wagner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7245 Bereldange, 10, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 10.033.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg  
Mandataire

Référence de publication: 2011004442/11.

(110004299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Robert Schickes, succ. R. Wagner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7245 Bereldange, 10, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 10.033.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg  
Mandataire

Référence de publication: 2011004443/11.

(110004300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Saturn Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 7, avenue du Rock'n Roll.

R.C.S. Luxembourg B 129.576.

---

Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011004463/9.

(110004295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Mivne Ta'Asiya (Luxembourg) Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 79.955.

---

Le Bilan consolidé intérimaire et le rapport établi par le réviseur d'entreprise au 30/06/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 janvier 2011.  
Mivne Ta' Asiya (Luxembourg) Holding S.A.  
Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A.  
Signatures  
Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2011004665/15.

(110003764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**SGH S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 99.020.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004467/10.

(110004761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Socardenne S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9990 Weiswampach, 47, Duarrefstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 103.727.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011004469/10.

(110004644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Technocopy Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8057 Bertrange, 13-15, rue du Chemin de Fer.  
R.C.S. Luxembourg B 116.451.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011004505/9.

(110004217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Société d'Investissement de Howald S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 56.723.

Les comptes annuels au 31 mars 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011004472/10.

(110004767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Société de Développement et de Financement Holding S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 26.179.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10 janvier 2010.

Référence de publication: 2011004473/11.

(110004255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Tui Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 34A, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 156.570.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.  
Pour copie conforme  
Pour la société  
Maître Carlo WERSANDT  
Notaire

Référence de publication: 2011004524/14.

(110003946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Société de Participations Innofi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 81.786.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 décembre 2010.

Référence de publication: 2011004474/10.

(110004203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Société de Participations Innofi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 81.786.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 20 décembre 2010.

Référence de publication: 2011004475/10.

(110004204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Société Financière Internationale pour l'Afrique (SOFIA), Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 52.348.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004478/10.

(110004758) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Steil-Manu, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5715 Frisange, 28, rue Robert Schuman.  
R.C.S. Luxembourg B 55.670.

---

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10.01.2011.

Fiduciaire Becker, Gales & Brunetti S.A.  
Luxembourg

Référence de publication: 2011004495/12.

(110004228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Tel & T International Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 34.093.

---

Le bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07.01.2011.  
FIDUCIAIRE FERNAND FABER  
Signature

Référence de publication: 2011004506/12.

(110003982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Summit Partners OGN (Luxco) S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2341 Luxembourg, 5, rue du Plébiscite.

R.C.S. Luxembourg B 154.221.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004499/10.

(110004587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Tel & T International Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 34.093.

---

Le bilan au 31.12.2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07.01.2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011004507/12.

(110003983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Texas Refinery Corporation Intercontinental S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-6468 Echternach, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 92.762.

---

Les comptes annuels au 17 octobre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011004512/10.

(110004508) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Thomson Reuters Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 67.691.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 janvier 2011.

Paul DECKER

Le Notaire

Référence de publication: 2011004515/12.

(110004708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Unitas S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 10.404.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2011004532/14.

(110004263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Vialegis S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 142.824.

---

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004534/10.

(110004751) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Weinberg Real Estate Partners # 1 SCA, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 132.468.

---

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004541/10.

(110004326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**White Mountains Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 118.444.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2011004543/14.

(110004565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**WM Phoenix (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 144.455.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 janvier 2011.

Pour copie conforme

*Pour la société*

Maître Carlo WERSANDT

*Notaire*

Référence de publication: 2011004549/14.

(110004447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**Zeus Private Equity S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 92.783.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011004551/10.

(110004521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

**WPP Luxembourg Germany Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 148.398.

Les statuts coordonnés rectificatif de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en tant que rectificatif des statuts coordonnés déposé en date du 22 janvier 2010 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (L100011065).

Luxembourg, le 5 janvier 2011.

Référence de publication: 2011004550/13.

(110004104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

**Tempera S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8281 Kehlen, 12, Juddegaass.

R.C.S. Luxembourg B 112.474.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 06.01.2011.

Signature.

Référence de publication: 2011004586/10.

(110003689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

**An der Schmëtt S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6550 Berdorf, 9, um Millewee.

R.C.S. Luxembourg B 94.754.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011004587/10.

(110003848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

**Agrostar, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6617 Wasserbillig, 15, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 49.190.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011004592/10.

(110003847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

**AIG/Lincoln Campus-M Schatzbogen S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 61, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 97.339.

—  
Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal  
*Gérant*

Référence de publication: 2011004593/11.

(110003825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**AIG/Lincoln EE CS One, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 61, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 129.429.

—  
Les comptes annuels au 31 Décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal  
*Gérant*

Référence de publication: 2011004594/11.

(110003827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**AIG/Lincoln EE CS One, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 61, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 129.429.

—  
Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal  
*Gérant*

Référence de publication: 2011004595/11.

(110003830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**AIG/Lincoln Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 61, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 97.360.

—  
Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal  
*Gérant*

Référence de publication: 2011004596/11.

(110003822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**Bristol-Myers Squibb Luxembourg International S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 89.590.

—  
Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2011.

Bristol-Myers Squibb Luxembourg International S.C.A.

Equity Trust Co. (Luxembourg) S.A.

Signatures

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2011004710/15.

(110004182) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**AIG/Lincoln Schatzbogen Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 61, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 87.577.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal

Gérant

Référence de publication: 2011004597/11.

(110003823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**AIG/Lincoln Western Europe (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 61, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 81.833.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Christophe Gammal

Gérant

Référence de publication: 2011004598/11.

(110003821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**Holden Recoveries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 11.000,00.**

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 154.622.

*Extrait des décisions du Conseil de gérance prises en date du 23 décembre 2010*

Le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 2 rues des Dahlias, L-1411 Luxembourg avec effet au 23 décembre 2010.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Gérant

Référence de publication: 2011004637/14.

(110003469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**Arlux Investments Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.049.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 06 janvier 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011004602/10.

(110003708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 janvier 2011.

---

**Fidessa S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.  
R.C.S. Luxembourg B 74.611.

In the year two thousand ten, on the twenty-fifth day of November.

Before Maître Gérard LECUIT, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of the company FIDESSA S.A., with registered office at 51, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B number 74.611, incorporated under the name "FIDESSA ASSET MANAGEMENT S.A." by a notarial deed established on February 11, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 437 of June 20, 2000 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on September 22, 2010, published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2401 of November 9, 2010.

The meeting is presided by Mrs. Lucile MAKHLOUF, employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and scrutineer Mrs. Nathalie FINET, employee, residing professionally in Luxembourg.

The chairman requests the notary to record that:

I.- The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, all the shares representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III.- That the agenda of the meeting is the following:

1) Increase of the share capital of the Company by the amount of two hundred fifty-one thousand five hundred four Euros and forty Cents (EUR 251,504.40) so as to bring it from the amount of seven hundred fifty-one thousand five hundred six Euros (EUR 751,506.-) represented by five hundred thirty-six thousand seven hundred ninety (536,790) shares with a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) each, to the amount of one million three thousand ten Euros and forty Cents (EUR 1,003,010.40) by the issuance of one hundred seventy-nine thousand six hundred forty-six (179,646) new shares with a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) each having the same rights and obligations as the existing shares;

2) Notice of the renunciation by the five current shareholders of the Company of their preferential right of subscription in relation to the contemplated increase of the share capital of the Company as mentioned in point 3 of the agenda;

3) Subscription and payment of one hundred seventy-nine thousand six hundred forty-six (179,646) newly issued shares of the Company as follows by current shareholders:

- by Mr. John DERCKSEN in counter part of eighty-nine thousand eight hundred twenty-three (89,823) newly issued shares with a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) by a contribution in cash of one hundred twenty-five thousand seven hundred fifty-two Euros and twenty Cents (EUR 125,752.20);

- by Mr. Frank BERGMAN in counter part of eighty-nine thousand eight hundred twenty-three (89,823) newly issued shares with a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) by a contribution in cash of one hundred twenty-five thousand seven hundred fifty-two Euros and twenty Cents (EUR 125,752.20);

4) Subsequent amendment of Article 5.1 of the Articles of Association of the Company as follows:

"The subscribed share capital of the Company is fixed at one million three thousand ten Euros and forty Cents (EUR 1,003,010.40) represented by seven hundred sixteen thousand four hundred thirty-six (716,436) shares having a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) each.";

5) Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

*First Resolution*

The general meeting of the shareholders resolves to increase the share capital of the Company by the amount of two hundred fifty-one thousand five hundred four Euros and forty Cents (EUR 251,504.40) so as to bring it from the amount of seven hundred fifty-one thousand five hundred six Euros (EUR 751,506.-) represented by five hundred thirty-six thousand seven hundred ninety (536,790) shares with a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) each, to the amount of one million three thousand ten Euros and forty Cents (EUR 1,003,010.40) by the issuance of one hundred seventy-nine thousand six hundred forty-six (179,646) new shares with a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) each having the same rights and obligations as the existing shares.

*Second Resolution*

The general meeting of the shareholders notices the renunciation by three current shareholders of the Company of their preferential right of subscription in relation to the one hundred seventy-nine thousand six hundred forty-six (179,646) newly issued shares.

### *Third Resolution*

The general meeting of the shareholders resolves to issue one hundred seventynine thousand six hundred forty-six (179,646) new shares with a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

### *Subscription and payment*

There now appeared Mrs. Lucile MAKHLOUF, previously named, acting in her capacity as duly appointed attorney in fact of the here after subscribers, by virtue of powers of attorney given under private seal on November 22, 2010 which powers of attorney after have been signed "ne varietur" by the proxy holder representing the shareholders and by the members of the board and the notary will remain attached to the present minutes and will be filed together with the present deed, with the registration authorities.

The following subscribers, represented by Mrs. Lucile MAKHLOUF, previously named, declare to subscribe as follows:

- Mr. John DERCKSEN: eighty-nine thousand eight hundred twenty-three (89,823) newly issued shares with a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) who declares to have them fully paid up by way of a contribution in cash of one hundred twenty-five thousand seven hundred fifty-two Euros and twenty Cents (EUR 125,752.20);

- Mr. Frank BERGMAN: eighty-nine thousand eight hundred twenty-three (89,823) newly issued shares with a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) who declares to have them fully paid up by way of a contribution in cash of one hundred twenty-five thousand seven hundred fifty-two Euros and twenty Cents (EUR 125,752.20);

It results from a bank certificate that the amount of the contribution for two hundred fifty-one thousand five hundred four Euros and forty Cents (EUR 251,504.40) has been transferred to the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary, who acknowledges it.

### *Fourth Resolution*

The general meeting of the shareholders resolves the subsequent amendment of Article 5.1 of the Articles of Association of the Company as follows:

"The subscribed share capital of the Company is fixed at one million three thousand ten Euros and forty Cents (EUR 1,003,010.40) represented by seven hundred sixteen thousand four hundred thirty-six (716,436) shares having a nominal value of one Euro and forty Cents (EUR 1.40) each."

### *Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately two thousand Euros (EUR 2,000).

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, they signed together with us, the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction française:**

L'an deux mille dix, le vingt-cinq novembre,

Par-devant Maître Gérard LECUIT, Notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société FIDESSA S.A., ayant son siège social au 51, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B numéro 74.611, constituée sous la dénomination «FIDESSA ASSET MANAGEMENT S.A.» suivant acte notarié reçu le 11 février 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 437 du 20 juin 2000 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné du 22 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2401 du 9 novembre 2010.

L'assemblée est présidée par Madame Lucile MAKHLOUF, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et scrutateur, Mademoiselle Nathalie FINET, employée privée, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.



II.- Il appert de la liste de présence que l'entière des actions représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'agenda de l'assemblée est le suivant:

1) Augmentation du capital social de la Société à concurrence d'un montant de deux cent cinquante et un mille cinq cent quatre Euros et quarante Cents (EUR 251.504,40) afin de le porter du montant de sept cent cinquante et un mille cinq cent six Euros (EUR 751.506.-) représenté par cinq cent trente-six mille sept cent quatre-vingt-dix (536.790) actions d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) chacune, au montant d'un million trois mille dix Euros et quarante Cents (EUR 1.003.010,40) par l'émission de cent soixante-dix-neuf mille six cent quarante-six (179.646) nouvelles actions d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) chacune ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes;

2) Constatation de la renonciation par les cinq actionnaires actuels de la Société de leur droit préférentiel de souscription relatif à l'augmentation du capital social de la Société comme mentionné au point 3 de l'agenda;

3) Souscription et paiement des cent soixante-dix-neuf mille six cent quarante-six (179.646) actions nouvellement émises de la Société par des actionnaires actuels, comme suit:

- par Monsieur John DERCKSEN en contrepartie de quatre-vingt-neuf mille huit cent vingt-trois (89.823) actions nouvellement émises d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) par un versement en numéraire d'un montant de cent vingt-cinq mille sept cent cinquante-deux Euros et vingt Cents (EUR 125.752,20);

- par Monsieur Frank BERGMAN en contrepartie de quatre-vingt-neuf mille huit cent vingt-trois (89.823) actions nouvellement émises d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) par un versement en numéraire d'un montant de cent vingt-cinq mille sept cent cinquante-deux Euros et vingt Cents (EUR 125.752,20);

4) Modification de l'Article 5.1 des Statuts de la Société comme suit:

«Le capital social souscrit de la Société est fixé à un million trois mille dix Euros et quarante Cents (EUR 1.003.010,40) représenté par sept cent seize mille quatre cent trente-six (716.436) actions d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) chacune.»

5) Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale des actionnaires décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant de deux cent cinquante et un mille cinq cent quatre Euros et quarante Cents (EUR 251.504,40) afin de le porter du montant de sept cent cinquante et un mille cinq cents six Euros (EUR 751.506.-) représenté par cinq cent trente-six mille sept cent quatre-vingt-dix (536.790) actions d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) chacune, au montant d'un million trois mille dix Euros et quarante Cents (EUR 1.003.010,40) par l'émission de cent soixante-dix-neuf mille six cent quarante-six (179.646) nouvelles actions d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) chacune ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

#### *Seconde résolution*

L'assemblée générale des actionnaires constate la renonciation par trois actionnaires actuels de la Société de leur droit préférentiel de souscription relatif aux cent soixante-dix-neuf mille six cent quarante-six (179.646) actions nouvellement émises.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires décide d'émettre cent soixante-dix-neuf mille six cent quarante-six (179.646) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

#### *Souscription - Libération*

Intervient maintenant Madame Lucile MAKHLOUF, prénommée, agissant en sa qualité de mandataire spécial des souscripteurs mieux dénommés ci-après, en vertu de procurations données le 22 novembre 2010, lesquelles resteront, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire représentant les actionnaires, par les membres du bureau et le notaire, annexées au présent procès-verbal et seront soumises ensemble avec le présent acte aux formalités d'enregistrement.

Les souscripteurs, représentés par Madame Lucile MAKHLOUF prénommée, déclarent souscrire comme suit:

- Monsieur John DERCKSEN: quatre-vingt-neuf mille huit cent vingt-trois (89.823) actions nouvellement émises d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) lequel déclare entièrement libérer ces actions par un versement en numéraire d'un montant de cent vingt-cinq mille sept cent cinquante-deux Euros et vingt Cents (EUR 125.752,20);

- Monsieur Frank BERGMAN: quatre-vingt-neuf mille huit cent vingt-trois (89.823) actions nouvellement émises d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) lequel déclare entièrement libérer ces actions par un versement en numéraire d'un montant de cent vingt-cinq mille sept cent cinquante-deux Euros et vingt Cents (EUR 125.752,20).

Il résulte d'un certificat bancaire que le montant de l'apport de deux cent cinquante et un mille cinq cent quatre Euros et quarante Cents (EUR 251.504,40) a été transféré à la Société, ce dont preuve a été donnée au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier l'article 5.1. des Statuts de la Société comme suit:

«Le capital social souscrit de la Société est fixé à un million trois mille dix Euros et quarante Cents (EUR 1.003.010,40) représenté par sept cent seize mille quatre cent trente-six (716.436) actions d'une valeur nominale d'un Euro et quarante Cents (EUR 1,40) chacune.»

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes est évalué à environ deux mille Euros (EUR 2.000).

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous, notaire la présente minute.

Signé: L. MAKHLOUF, N. FINET, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 novembre 2010. Relation: LAC/2010/52433. Reçu: soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2010.

Référence de publication: 2010168573/191.

(100195103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 décembre 2010.

### **Al Mirqab International Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 157.699.

#### STATUTES

In the year two thousand and ten, on the fifteenth day of December;

Before Us M<sup>e</sup> Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned,

There appeared:

Mr. Jean FABER, auditor, born on October 26, 1960, in Luxembourg, with professional address at 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The appearing person has requested the undersigned notary to state, as follows, the articles of incorporation of a public company limited by shares (société anonyme), which is hereby incorporated:

#### **I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** The name of the company is "Al Mirqab International Holding S.A." (the Company). The Company is a public company limited by shares (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), and these articles of incorporation (the Articles).

#### **Art. 2. Registered office**

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of directors (the Board). It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders (the General Meeting), acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. If the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may

be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

### **Art. 3. Corporate object.**

3.1. The Company's object is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any company or enterprise in any form whatsoever, and the management of those participations. The Company may in particular acquire, by subscription, purchase and exchange or in any other manner, any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and, more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. Further, it may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. It may lend funds, including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated financial sector activities without having obtained the requisite authorisation.

3.3. The Company may use any techniques, legal means and instruments to manage its investments efficiently and protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operation and any transaction with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly, favours or relates to its corporate object.

### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period.

4.2. The Company is not to be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

## **II. Capital - Shares**

### **Art. 5. Capital.**

5.1. The share capital is set at thirty-one thousand euros (EUR 31,000), represented by thirty-one thousand (31,000) shares, in registered form, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or reduced once or more by a resolution of the General Meeting acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. The Board is authorised, for a period of five (5) years from the date of the publication of the deed of incorporation, to:

- (i) increase the current share capital once or more up to three hundred and ten thousand euros (EUR 310,000) by the issue of two hundred seventy-nine thousand (279,000) new shares having the same rights as the existing shares;
- (ii) limit or withdraw the shareholders' preferential subscription rights to the new shares and determine the persons who are authorised to subscribe to the new shares; and
- (iii) record each share capital increase by way of a notarial deed and amend the share register accordingly.

### **Art. 6. Shares.**

6.1. The shares are and will remain in registered form (actions nominatives).

6.2. A register of shares is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.3. A share transfer is carried out by the entry in the register of shares of a declaration of transfer, duly signed and dated by both the transferor and the transferee or their authorised representatives, following a notification to or acceptance by the Company, in accordance with Article 1690 of the Civil Code. The Company may also accept other documents recording the agreement between the transferor and the transferee as evidence of a share transfer.

6.4. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.5. The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law.

## **III. Management - Representation**

### **Art. 7. Board of directors.**

7.1. Composition of the board of directors

(i) The Company is managed by the Board, which is composed of at least three (3) members. The directors need not be shareholders.

(ii) The General Meeting appoints the directors, and determines their number and remuneration and the term of their mandate. Directors cannot be appointed for more than six (6) years and are re-eligible.

(iii) Directors may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the General Meeting.

(iv) If a legal entity is appointed as director, it must appoint a permanent representative to perform its duties. The permanent representative is subject to the same rules and incurs the same liabilities as if he had exercised its functions in its own name and on its own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the legal entity which it represents.

(v) Should the permanent representative be unable to perform its duties, the legal entity must immediately appoint another permanent representative.

(vi) If the office of a director becomes vacant, the other directors, acting by a simple majority, may fill the vacancy on a provisional basis until a new director is appointed by the next General Meeting.

#### 7.2. Powers of the board of directors

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

(iii) The Board is authorised to delegate the day-to-day management, and the power to represent the Company in this respect, to one or more directors, officers, managers or other agents, whether shareholders or not, acting either individually or jointly. If the day-to-day management is delegated to one or more directors, the Board must report to the annual General Meeting any salary, fee and/or any other advantage granted to those director(s) during the relevant financial year.

#### 7.3. Procedure

(i) The Board must appoint a chairperson from among its members, and may choose a secretary who need not be a director and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of General Meetings.

(ii) The Board meets at the request of the chairperson or any two (2) directors, at the place indicated in the notice, which in principle is in Luxembourg.

(iii) Written notice of any Board meeting is given to all directors at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iv) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that they know the agenda for the meeting. A director may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(v) A director may grant another director a power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(vi) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board Resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the directors present or represented. The chairman has a casting vote in the event of a tie vote. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson, by all directors present or represented at the meeting, or by the secretary (if any).

(vii) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(viii) Circular resolutions signed by all the directors (the Directors' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

(ix) A director who has an interest in a transaction carried out other than in the ordinary course of business which conflicts with the interests of the Company must advise the Board accordingly and have the statement recorded in the minutes of the meeting. The director concerned may not take part in the deliberations concerning that transaction. A special report on the relevant transaction is submitted to the shareholders at the next General Meeting, before any vote on the matter.

#### 7.4. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) directors.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the joint or single signature of any person to whom special signatory powers have been delegated.

#### **Art. 8. Sole director.**

8.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the Company may be managed by a single director until the ordinary General Meeting following the introduction of an additional shareholder. In this case, any reference in the Articles to the Board or the directors should be read as a reference to that sole director, as appropriate.

8.2. Transactions entered into by the Company which conflict with the interest of its sole director must be recorded in minutes. This does not apply to transactions carried out under normal circumstances in the ordinary course of business..

8.3. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole director or by the joint or single signature of any person to whom the sole director has delegated special signatory powers.

**Art. 9. Liability of the directors.**

9.1. The directors may not be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company's name, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

**IV. Shareholder(s)****Art. 10. General meetings of shareholders.****10.1. Powers and voting rights**

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting). The General Meeting has full powers to adopt and ratify all acts and operations which are consistent with the company's corporate object.

(ii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

**10.2. Notices, quorum, majority and voting proceedings**

(i) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(ii) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda, the General Meeting may be held without prior notice.

(iii) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(iv) Any shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at the meeting.

(v) Any shareholder may vote by using the forms provided to that effect by the Company. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting and the text of the proposed resolutions. For each resolution, the form must contain three boxes allowing for a vote for or against that resolution or an abstention. Shareholders must return the voting forms to the registered office. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for calculation of the quorum. Forms which indicate neither a voting intention nor an abstention are void.

(vi) Resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority vote, regardless of the proportion of share capital represented.

(vii) An Extraordinary General Meeting may only amend the Articles if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice in the Mémorial and two Luxembourg newspapers, at an interval of at fifteen (15) days and fifteen (15) days before the meeting. These notices state the date and agenda of the General Meeting and the results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two-thirds of the votes cast.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders and bondholders (if any).

**Art. 11. Sole shareholder.**

11.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

11.2. Any reference to the General Meeting in the Articles is to be read as a reference to the sole shareholder, as appropriate.

11.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes.

**V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision****Art. 12. Financial year and Approval of annual accounts.**

12.1. The financial year begins on 1 January and ends on 31 December of each year.

12.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with as an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its officers, directors and statutory auditors to the Company.

12.3. One month before the Annual General Meeting, the Board provides the statutory auditors with a report on and documentary evidence of the Company's operations. The statutory auditors then prepare a report stating their findings and proposals.

12.4. The annual General Meeting is held at the registered office or in any other place within the municipality of the registered office, as specified in the notice, on the second Monday of May of each year at 10.00 a.m. If that day is not a business day in Luxembourg, the annual General Meeting is held on the following business day.

12.5. The annual General Meeting may be held abroad if, in the Board's, absolute and final judgement, exceptional circumstances so require.

**Art. 13. Auditors.**

13.1. The Company's operations are supervised by one or more statutory auditors (commissaires).

13.2. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises).

13.3. The General Meeting appoints the statutory auditors (commissaires) / external auditors (réviseurs d'entreprises), and determines their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

**Art. 14. Allocation of profits.**

14.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

14.2. The General Meeting determines the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

14.3. Interim dividends may be distributed at any time, under the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal or a statutory reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends is made by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts; and

In their report to the Board, the statutory auditors (commissaires) or the external auditors (réviseurs d'entreprises), as applicable, must verify whether the above conditions have been satisfied.

**VI. Dissolution - Liquidation**

15.1. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the General Meeting, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles. The General Meeting appoints one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determines their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the General Meeting, the liquidators have full powers to realise the Company's assets and pay its liabilities.

15.2. The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

**VII. General provision**

16.1. Notices and communications may be made or waived and circular resolutions may be evidenced in writing, fax, email or any other means of electronic communication.

16.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a director, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

16.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of circular resolutions or resolutions adopted by telephone or video conference are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

16.4. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

*Transitional provision*

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2011.

*Subscription and Payment*

Mr. Jean FABER subscribes thirty-one thousand (31,000) shares, in registered form, with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of thirty-one thousand euros (EUR 31,000).

The amount of thirty-one thousand euros (EUR 31,000) is at the Company's disposal and evidence thereof has been given to the undersigned notary.

*Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand euros (EUR 1,000.-).



### *Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, its shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1. The following is appointed as director of the Company for a period of six (6) years:

Mr. Jean FABER, auditor, born on October 26, 1960, in Luxembourg, with professional address at 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2. Fiduciaire Fernand Faber S.A., with registered office at 15, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, is appointed as statutory auditor (commissaire) of the Company for a period commencing from the date hereof until the date of the annual general meeting of the shareholders of the Company to be held in 2012.

3. The registered office of the Company is located at 15, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing person, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF, this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above.

This deed has been read to the representative of the appearing person, who has signed it together with the undersigned notary.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille dix, le quinzième jour de décembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

#### **A COMPARU:**

Monsieur Jean FABER, réviseur d'entreprises, né le 26 octobre 1960 à Luxembourg, avec adresse professionnelle à 15, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg.

Le comparant a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société anonyme qui est ainsi constituée:

### **I. Dénomination – Siège social – Objet – Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Le nom de la société est "Al Mirqab International Holding S.A." (la Société). La Société est une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

#### **Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil d'administration (le Conseil). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires (l'Assemblée Générale), selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

#### **Art. 3. Objet social.**

3.1. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également

consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs actionnaires.

## **II. Capital - Actions**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31,000), représenté par trente-et-un mille (31,000) actions sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un euro (Eur 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. Le Conseil est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte constitutif, à:

(i) augmenter le capital social existant en une ou plusieurs fois, à hauteur de trois cent dix mille euros (EUR 310,000) par l'émission de deux cent soixante-dix-neuf mille (279,000) nouvelles actions, ayant les mêmes droits que les actions existantes;

(ii) limiter ou supprimer les droits de souscription préférentiels des actionnaires aux nouvelles actions et déterminer les personnes autorisées à souscrire aux nouvelles actions; et

(iii) faire constater chaque augmentation de capital social par acte notarié et modifier le registre des actions en conséquence.

#### **Art. 6. Actions.**

6.1. Les actions sont et resteront sous forme nominative.

6.2. Un registre des actions est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque actionnaire.

6.3. Une cession d'action(s) s'opère par la mention sur le registre des actions, d'une déclaration de transfert, valablement datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires et suivant une notification à, ou une acceptation par, la Société, conformément à l'article 1690 du Code Civil. La Société peut également accepter comme preuve du transfert d'actions, d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

6.4. Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

6.5. La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

## **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Conseil d'administration.**

7.1. Composition du conseil d'administration

(i) La Société est gérée par un conseil d'administration (le Conseil) composé d'au moins trois (3) membres, qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

(ii) L'Assemblée Générale nomme le(s) administrateur(s) et fixe leur nombre, leur rémunération ainsi que la durée de leur mandat. Les administrateurs ne peuvent être nommés pour plus de six (6) ans et sont rééligibles.

(iii) Les administrateurs sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision de l'Assemblée Générale.

(iv) Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur, celle-ci est tenue de désigner un représentant permanent qui représente ladite personne morale dans sa mission d'administrateur. Ce représentant permanent est soumis aux mêmes règles et encourt les mêmes responsabilités que s'il avait exercé ses fonctions en son nom et pour son propre compte, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

(v) Si le représentant permanent se trouve dans l'incapacité d'exercer sa mission, la personne morale doit nommer immédiatement un autre représentant permanent.

(vi) En cas de vacance d'un poste d'administrateur, la majorité des administrateurs restants peut y pourvoir provisoirement jusqu'à la nomination définitive, qui a lieu lors de la prochaine Assemblée Générale.

## 7.2. Pouvoirs du conseil d'administration

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux actionnaires sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut déléguer la gestion journalière et le pouvoir de représenter la Société en ce qui concerne cette gestion, à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non, agissant seuls ou conjointement. Si la gestion journalière est déléguée à un ou plusieurs administrateurs, le Conseil doit rendre compte à l'Assemblée Générale annuelle, de tous traitements, émoluments et/ou avantages quelconques, alloués à ce(s) administrateur(s) pendant l'exercice social en cause.

## 7.3. Procédure

(i) Le Conseil doit élire en son sein un président et peut désigner un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être administrateur, et qui est responsable de la tenue des procès-verbaux de réunions du Conseil et de l'Assemblée Générale.

(ii) Le Conseil se réunit sur convocation du président ou d'au moins deux (2) administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(iii) Il est donné à tous les administrateurs une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iv) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un administrateur peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant à des heures et dans des lieux fixés dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(v) Un administrateur peut donner une procuration à tout autre administrateur afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(vi) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. La voix du président est prépondérante en cas de partage des voix. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou par tous les administrateurs présents ou représentés à la réunion ou par le secrétaire (s'il en existe un).

(vii) Tout administrateur peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les administrateurs sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(ix) Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société dans une transaction qui ne concerne pas des opérations courantes conclues dans des conditions normales, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la réunion. L'administrateur en cause ne peut prendre part à ces délibérations. Un rapport spécial relatif à ou aux transactions concernées est soumis aux actionnaires avant tout vote, lors de la prochaine Assemblée Générale.

## 7.4. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers, en toutes circonstances, par les signatures conjointes de deux (2) administrateurs.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués.

## **Art. 8. Administrateur unique.**

8.1. Dans le cas où le nombre des actionnaires est réduit à un (1), la Société peut être gérée par un administrateur unique jusqu'à l'Assemblée Générale ordinaire suivant l'introduction d'un actionnaire supplémentaire. Dans ce cas, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux administrateurs doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet administrateur unique.

8.2. Les transactions conclues par la Société peuvent être mentionnées dans des procès-verbaux et, sauf si elles concernent des opérations courantes conclues dans des conditions normales, doivent être ainsi mentionnées si elles sont intervenues avec son administrateur unique ayant un intérêt opposé.

8.3. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'administrateur unique ou par la signature conjointe ou unique de toutes personnes à qui des pouvoirs de signature spéciaux ont été délégués.

#### **Art. 9. Responsabilité des administrateurs.**

9.1. Les administrateurs ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

### **IV. Actionnaire(s)**

#### **Art. 10. Assemblée générale des actionnaires.**

##### **10.1. Pouvoirs et droits de vote**

(i) Les résolutions des actionnaires sont adoptées lors des assemblées générales des actionnaires (l'Assemblée Générale). L'Assemblée Générale a les pouvoirs les plus étendus pour adopter et ratifier tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Chaque action donne droit à un (1) vote.

##### **10.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote**

(i) Les Assemblées Générales se tiennent au lieu et heure précisés dans les convocations.

(ii) Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(iii) Un actionnaire peut donner une procuration écrite à toute autre personne (qui ne doit pas être un actionnaire) afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(iv) Tout actionnaire peut participer à toute Assemblée Générale par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion.

(v) Tout actionnaire peut voter au moyen de formulaires de vote fournis par la Société. Les formulaires de vote indiquent la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion, le texte des résolutions proposées ainsi que, pour chaque résolution, trois cases permettant de voter en faveur, de voter contre ou de s'abstenir. Les formulaires de vote doivent être renvoyés par les actionnaires au siège social. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires de vote reçus par la Société avant la réunion de l'Assemblée Générale. Les formulaires de vote dans lesquels ne sont mentionnés ni un vote (en faveur ou contre les résolutions proposées) ni une abstention, sont nuls.

(vi) Les décisions de l'Assemblée Générale sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées, quelle que soit la proportion du capital social représenté.

(vii) L'Assemblée Générale extraordinaire ne peut modifier les Statuts que si la moitié au moins du capital social est représenté et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées ainsi que le texte de celles qui modifient l'objet social ou la forme de la Société. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième Assemblée Générale peut être convoquée par annonces insérées deux fois, à quinze (15) jours d'intervalle au moins et quinze (15) jours avant l'Assemblée, dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Ces convocations reproduisent l'ordre du jour de la réunion et indiquent la date et les résultats de la précédente réunion. La seconde Assemblée Générale délibère valablement quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux Assemblées Générales, les résolutions doivent être adoptées par au moins les deux tiers des voix exprimées.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un actionnaire dans la Société exige le consentement unanime des actionnaires et des obligataires (s'il y a lieu).

#### **Art. 11. Actionnaire unique.**

11.1. Lorsque le nombre des actionnaires est réduit à un (1), l'actionnaire unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

11.2. Toute référence dans les Statuts à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique.

11.3. Les résolutions de l'actionnaire unique sont consignées dans des procès-verbaux.

### **V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle**

#### **Art. 12. Exercice social et Approbation des comptes annuels.**

12.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un décembre (31) de chaque année.

12.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes des directeurs, administrateurs et commissaire(s) envers la Société.

12.3. Un mois avant l'Assemblée Générale annuelle, le Conseil remet les pièces, avec un rapport sur les opérations de la Société aux commissaires, qui doivent ensuite faire un rapport contenant leurs propositions.

12.4. L'Assemblée Générale annuelle se tient à l'adresse du siège social ou en tout autre lieu dans la municipalité du siège social, comme indiqué dans la convocation, le deuxième lundi du mois de mai de chaque année à 10 heures. Si ce jour n'est pas un jour ouvré à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tient le jour ouvré suivant.

12.5. L'Assemblée Générale annuelle peut se tenir à l'étranger si, selon l'avis absolu et définitif du Conseil, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

#### **Art. 13. Commissaires / Réviseurs d'entreprises.**

13.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires.

13.2. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, quand cela est requis par la loi.

13.3. L'Assemblée Générale nomme les commissaires/réviseurs d'entreprises et détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les commissaires/réviseurs d'entreprises peuvent être réélus.

#### **Art. 14. Affectation des bénéfices.**

14.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

14.2. L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Elle peut allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale ou statutaire;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires est adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires; et

(iv) dans leur rapport au Conseil, selon le cas, les commissaires ou les réviseurs d'entreprises doivent vérifier si les conditions prévues ci-dessous ont été remplies.

### **VI. Dissolution - Liquidation**

15.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution de l'Assemblée Générale, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts. L'Assemblée Générale nomme un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires, pour réaliser la liquidation et détermine leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire de l'Assemblée Générale, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes est distribué aux actionnaires proportionnellement aux actions détenues par chacun d'entre eux.

### **VII. Dispositions générales**

16.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les résolutions circulaires sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

16.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un administrateur conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

16.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition que les signatures électroniques remplissent l'ensemble des conditions légales requises pour pouvoir être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des résolutions circulaires ou des résolutions adoptées par téléphone ou visioconférence peuvent être apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

16.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légale d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les actionnaires.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2011.

#### *Souscription et Libération*

Monsieur Jean FABER déclare souscrire à trente-et-un mille (31,000) actions sous forme nominative, d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de trente-et-un mille euros (EUR 31,000).

Le montant de trente-et-un mille euros (EUR 31,000) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

13334

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

*Résolutions des actionnaires*

Immédiatement après la constitution de la Société, les actionnaires de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont adopté les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée en qualité d'administrateur de la Société pour une durée de six (6) ans:

Monsieur Jean FABER, réviseur d'entreprises, né le 26 octobre 1960 à Luxembourg, avec adresse professionnelle à 15, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg.

2. Fiduciaire Fernand Faber S.A., dont le siège social se situe à 15, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg, est nommée en qualité de réviseur d'entreprises de la Société pour une période commençant à la date des présentes et se terminant à la date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société qui sera tenue en 2012.

3. Le siège social de la Société est établi au 15, Boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au comparant, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: J. FABER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 décembre 2010. LAC/2010/57648. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur p.d., (signé): Tom BENNING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 29 décembre 2010.

Référence de publication: 2010175193/549.

(100202664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 décembre 2010.

---

**Lux T.P. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle.

R.C.S. Luxembourg B 11.570.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011004374/9.

(110003975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 janvier 2011.

---

**PR Retail Asset I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 157.571.

**STATUTES**

In the year Two Thousand and Ten, on the thirtieth day of November.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

IT APPEARED:

PARTHENA REYS PROPERTY HOLDINGS S.À.R.L., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 291 route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, governed by Luxembourg laws and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg) under number B 152.148, with a share capital of twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500.-).

Hereby represented by Mrs. Gaëla CONRAD, juriste, residing professionally at 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg by virtue of a proxy dated 26 November 2010.



The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party has requested the executing notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which is hereby incorporated:

### Chapter I. - Form, Corporate name, Object, Duration, Registered office

**Art. 1. Form, Corporate name.** There is hereby established among the subscriber and all those who may become owners of the shares (parts sociales) hereafter created a company (the "Company") in the form of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) which will be governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg pertaining to such an entity, and in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended from time to time (hereafter referred to as the "Law") and by the present articles of association (the "Articles"), which specify in the articles 2, 5, 7 and 17 the exceptional rules applying to a solely owned company (société unipersonnelle).

The Company will exist under the corporate name of PR Retail Asset I S.à.r.l.

**Art. 2. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time if a single shareholder, owning the entire issued share capital of the Company so decides. If there is more than one Shareholder, the Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

**Art. 3. Object.** The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign undertakings, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and the other entities.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form. Under this article, the concept of group will include and will be limited to the mother(s) company(ies), its subsidiaries and the entities in which the mother(s) company(ies) or its subsidiaries have an interest. The Company may also enter into any guarantee, pledge, mortgage or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company.

The Company may borrow in any kind or form and issue bonds, notes, securities, debentures and certificates, except by way of public offer, this list being not exhaustive.

The Company may also use its funds to invest in real estate and in intellectual property rights in any kind or form.

In a general fashion the Company may grant assistance to companies of the Company Group, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

**Art. 4. Registered office.** The Company will have its registered office in the city of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the city of Luxembourg by a resolution of the Board of Managers (Conseil de Gérance) (as defined below).

Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers (Conseil de Gérance).

In the event that in the view of the Board of Managers (Conseil de Gérance) extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg.

### Chapter II. - Share capital - Shares (parts sociales) - Transfer of shares

**Art. 5. Share capital.** The issued share capital of the Company is set at twelve thousand and five hundred euros (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand and five hundred (12,500) shares (parts sociales) (the "Shares"), each with a nominal value of one (1) euro, all of which are fully paid up.

Holders of Shares of the Company are individually referred as a "Shareholder" or collectively as the "Shareholders".

At the moment and as long as all the Shares are held by only one Shareholder, the Company is a solely owned company (société unipersonnelle) in the meaning of article 179 (2) of the Law. In this contingency articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole Shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.



**Art. 6. Registration of shares - Indivisibility of shares.** The Shares shall be issued in registered form only, in the name of a specific person and recorded in the Shareholders' register in accordance with article 185 of the Law. The Shareholders' register shall be kept at the registered office of the Company. Each holder of Shares will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

The Company recognizes only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint a single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s).

**Art. 7. Transfer of shares.** In case of a sole Shareholder, the Shares held by the sole Shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of Shareholders, the Shares held by each Shareholder may be transferred in compliance with the requirements of article 189 and article 190 of the Law.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless Shareholders representing at least three-quarters (3/4) of the corporate share capital shall have agreed thereto in a general meeting of Shareholders.

Transfers of Shares must be recorded by a notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

### **Chapter III. - Board of managers (Conseil de gérance) - Powers - Meetings - Auditor**

**Art. 8. Board of managers (Conseil de gérance).** The Company shall be managed by a minimum of two (2) managers (gérants), who need not to be Shareholders of the Company. They will constitute a board of managers (conseil de gérance) (the "Board of Managers" or individually the "Manager").

The Board of Managers shall be elected by the sole Shareholder or by the general Shareholders' meeting, which will determine their mandate period. They will hold office until their successors are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole Shareholder or by a resolution of the general Shareholders' meeting.

In case where a Manager wants to resign of its mandate, he shall notify its decision to the Board of Managers reasonably in advance.

The death, incapacity, bankruptcy, insolvency, resignation, removal or any other similar event affecting a Manager will not cause the Company to go into liquidation.

**Art. 9. Powers of the board of managers.** The Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

**Art. 10. Meetings of the board of managers.** The Board of Managers may appoint from among its members a chairperson (the "Chairperson") and one or more vice-chairpersons. It may also appoint a secretary, who needs not be a Manager, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the Shareholder(s).

The resolutions of the Board of Managers shall be recorded in the minutes, to be signed by the Managers and by the Chairperson and the secretary if any, or by a notary public, and recorded in the corporate books.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, will be signed by such Chairperson or by the secretary (if any) or by any Manager.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his/her proxy. Managers may also cast their vote in writing or by cable, telegram, telex, electronic mail or telefax.

The Board of Managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the Managers is present or represented at a meeting of the Board of Managers. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

Any and all Managers may participate in any meeting of the Board of Managers by telephone or conference call or by any similar means of communication enabling thus all persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

Resolutions of the Board of Managers may be passed in the form of circular resolutions. Circular resolutions signed by all the members of the Board of Managers, are proper and valid as though they had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such decisions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the Board of Managers.

**Art. 11. Delegation of powers - Liability.** The Board of Managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

The Managers assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company and as long as they have acted in the limit of their powers.

**Art. 12. Representation of the company.** The Company will be bound towards third parties by the sole signature of any Manager or by the signature of any officer to whom authority has been duly delegated by the Board of Managers at its sole discretion.

**Art. 13. Conflict of interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or officers of the Board of Managers or of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Any Manager or officer of the Company who serves as a manager, associate, member, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Manager or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager or officer shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction and such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the sole Shareholder or to the next following meeting of Shareholders.

**Art. 14. Indemnification.** The Company may indemnify any Manager, officer or employee against expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit or proceeding to which they may be made a party by reason of being or having been a Manager, officer or employee of the Company. Such person shall be so indemnified in all circumstances, except in relation to matters as to which it shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which it may be entitled.

**Art. 15. Auditor(s).** Where the number of Shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with article 200 of the Law who need not to be Shareholder. If there is more than one (1) statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of statutory auditors.

#### Chapter IV. - General meetings of shareholders

**Art. 16. General meeting of shareholders.** The sole Shareholder assumes all powers conferred to the general Shareholders' meeting.

In case of a plurality of Shareholders, each Shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of Shares he owns. Each Shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of Shares held by him. Collective decisions are only validly taken insofar as Shareholders owning more than half of the share capital (50%) adopt them.

However, resolutions to amend the Articles, except in case of a change of nationality of the Company, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority of the Shareholders owning at least three-quarters (75%) of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

Any Shareholder may act at any general meeting of Shareholders by appointing in writing or by fax as his proxy another person who needs not be a Shareholder himself.

The holding of general Shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each member shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

**Art. 17. Annual general meeting of shareholders.** Where the number of Shareholders exceeds twenty-five (25), an annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the convening notice of the meeting, on the 30<sup>th</sup> April at 3.30 p.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the next following bank business day.

Other general meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified by the Board of Managers in the respective convening notices of such meetings.

General meetings of Shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgment of the Board of Managers, which is final, exceptional circumstances of force majeure so require.

#### Chapter V. - Financial year - Distribution

**Art. 18. Financial year.** The Company's financial year begins on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year with the exception of the first financial year, which shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31<sup>st</sup> December 2011.

**Art. 19. Approval of financial statements.** At the end of each financial year, the Board of Managers shall present to the sole Shareholder or to the general Shareholders' meeting the financial statements (including an inventory with an indication

of the value of the Company's assets and liabilities, as well as the balance sheet and profit and loss accounts in which the necessary depreciation charges must be made).

Each Shareholder either personally or through an appointed agent may consult at the registered office of the Company the above mentioned documents and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with article 200 of the Law.

**Art. 20. Appropriation of profits - Reserve.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. This allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

The sole Shareholder or the general meeting of Shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision account, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the Shareholders as dividend commensurate to their shareholding in the Company.

**Art. 21. Interim dividends.** Distributions of interim dividends are permitted insofar as they strictly abide by the rules of the present article and subject to any rule in addition to these as determined by the Board of Managers, together with the Shareholder(s):

- The Board of Managers shall have exclusive competence to take the initiative to declare interim dividends and allow the distribution of such interim dividends as they deem appropriate and in accordance with the Company's corporate interest;

- In this respect, the Board of Managers is exclusively competent to decide the amount of the sums available for distribution and the opportunity of such distribution, based on the supporting documentation and principles contained in these Articles and on any agreement possibly entered into from time to time between the Shareholders;

- In addition, the decision of the Board of Managers shall be supported by interim financial statements of the Company dated of less than two (2) months from such decision of the Board of Managers and showing sufficient funds available for distribution provided that the amount to be distributed does not exceed profits realized since the end of the financial year increased by profits carried forward and distributable reserves decreased by losses carried forward and any sums to be allocated to the reserves required by the Law or the Articles;

- Finally, the distribution of interim dividends shall be limited to the amount of the distributable profit or reserves as they appear on the above mentioned interim financial statements of the Company. The Board of Managers may mandate an independent auditor to review such interim financial statements in order to confirm the sum available for distribution; and

- In any case, the distribution of interim dividends shall remain subject to the provisions of article 201 of the Law, which provides for a recovery against the Shareholder(s) of the dividends which have been distributed to it/them but do not correspond to profits actually earned by the Company. Such action for recovery shall prescribe five (5) years after the date of the distribution.

## Chapter VI. - Dissolution, Liquidation

**Art. 22. Dissolution, Liquidation.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy or any other similar event affecting the sole Shareholder or one of the Shareholders.

Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision of the sole Shareholder or of the general meeting of Shareholders voting with the same quorum and majority requirements as for the amendments of the Articles.

At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (Shareholders or not) appointed by the sole Shareholder or by the general meeting of Shareholders who will determine their powers and their compensation.

## Chapter VII. - Miscellaneous

**Art. 23. Applicable Law.** All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law.

### *Subscription and Full payment*

#### *Subscription*

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes for the twelve thousand and five hundred (12,500) shares (parts sociales) representing the whole of the share capital, as follows:

Subscriber	Number of Shares	Subscribed amount (in EUR)	% of share capital
PARTHENA REYS PROPERTY HOLDINGS S.àr.L. . . . . .	12,500	12,500.	100.00%
Total . . . . .	12,500	12,500.	100.00%

All these shares are fully paid up by payment in cash such that the sum of EUR 12,500.-(twelve thousand and five hundred euros) from now on is at the free disposal of the Company, proof thereof having been given to the officiating notary by a blocking certificate.

#### *Estimate of costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.

#### *General meeting of the sole shareholder*

The prequalified party, representing the totality of the share capital of the Company is duly summoned and henceforth constituted as the general meeting of shareholder (the "Meeting"). Having noted that it is legally constituted, the Meeting has unanimously approved the following:

#### *First resolution*

The Meeting DECIDES to elect as Managers (Gérants) of the Company the following persons:

- Mr. Philip Mallard, born on the 26<sup>th</sup> October 1948 in Birmingham (United Kingdom), with professional address at 131, Avenue Winston Churchill, B-1180 Uccle, Bruxelles, Belgium;
- Mr. Russell Perchard, born on 16<sup>th</sup> January 1978 at Jersey, with professional address at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;
- Mr. François Pfister, born on 25 October 1961 at Uccle (Belgium), with professional address at 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and
- Mr. Jonas Mallard, born on 31 December 1970 at Harpenden (United Kingdom), with professional address at Centre d’Affaire La Boursidière, F-92350 Le Plessis-Robinson, France.

These Managers are elected for an unlimited period of time.

These Managers will not be remunerated for their mandates.

#### *Second resolution*

The Meeting DECIDES that the registered office of the Company will be located at 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the head of this document.

After due reading to the appearing party in his official capacity, the appearing party, known to the notary by his name, usual first name, status and residence, signed this document with us, the notary.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L’an deux mille dix, le trentième jour du mois de novembre,

Par devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

PARTHENA REYS PROPERTY HOLDINGS S.à.r.L, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, dûment constituée selon le droit luxembourgeois et enregistrée auprès du Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152.148, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-);

Ici représentée par Madame Gaële CONRAD, juriste, demeurant professionnellement au 291 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 26 novembre 2010.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

#### **Chapitre I<sup>er</sup> . - Forme, Dénomination sociale, Objet, Durée, Siège social**

**Art. 1<sup>er</sup> . Forme, Dénomination sociale.** Il est formé entre le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ainsi créées une société (la «Société») en la forme d'une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg y relatives, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»), lesquels spécifient en leurs articles 2, 5, 7 et 17, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

La Société existera sous la dénomination sociale PR Retail Asset I S.à.r.l.

**Art. 2. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à tout moment par décision de l'associé unique détenant la totalité du capital social libéré. S'il y a plusieurs associés, la Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'assemblée générale des associés adoptée conformément aux conditions requises pour la modification des présents Statuts.

**Art. 3. Objet.** L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, de parts sociales, d'obligations, de reconnaissances de dettes, obligations bancaires ou autres titres de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut accorder toute assistance financière à des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, notamment des prêts, garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit. Dans le cadre de cet article, la notion de groupe inclura et sera limitée à la (les) société(s) mère(s), ses filiales et les entités dans lesquelles la (les) société(s) mère(s) ou ses filiales détiennent une participation. La Société peut également octroyer toute garantie, gage, hypothèque ou toute autre forme de sûreté dans le cadre de l'exécution de tout contrat ou de toute obligation à charge de la Société.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, d'obligations bancaires, de titres, de certificats d'obligations et de certificats, excepté par le biais d'une offre au public, cette liste n'étant pas exhaustive.

La Société peut aussi employer ses fonds en investissant dans de l'immobilier ou des droits de propriété intellectuelle sous quelque forme que ce soit.

D'une manière générale, la Société peut accorder une assistance aux Sociétés du Groupe, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

**Art. 4. Siège social.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg au Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par décision du Conseil de Gérance (tel que défini par après).

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de Gérance.

Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social compromettent l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg.

## Chapitre II. - Capital social - Parts sociales - Transfert de parts sociales

**Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales (ci-après les «Parts Sociales») chacune avec une valeur nominale de un (1) euro et toutes entièrement libérées.

Les détenteurs de Parts Sociales pris individuellement sont définis comme l'«Associé» ou lorsqu'ils sont pris collectivement comme les «Associés».

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les Parts Sociales sont détenues par un seul Associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la Loi. Dans la mesure où les articles 200-1 et 200-2 de la Loi trouveraient à s'appliquer, chaque décision de l'Associé unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui seront établis par écrit.

**Art. 6. Enregistrement des parts sociales - Indivisibilité des parts sociales.** Les Parts Sociales seront émises exclusivement sous forme nominative, au nom d'une personne déterminée et inscrites sur le registre des Associés conformément à l'article 185 de la Loi. Le registre des Associés devra être conservé au siège social de la Société. Chaque détenteur de Parts Sociales notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse ainsi communiquée.

La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Part Sociale. Dans l'hypothèse où une ou plusieurs Part(s) Sociale(s) sont détenues conjointement ou si la propriété de ces Parts Sociales est contestée, toutes les personnes réclamant un droit sur ces Parts Sociales doivent nommer une seule personne pour les représenter auprès de la Société. A défaut d'une telle nomination, les droits attachés aux Parts Sociales concernées seront suspendus.

**Art. 7. Transfert des parts sociales.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par chaque Associé sont transmissibles sous réserve du respect des dispositions prévues aux articles 189 et 190 de la Loi.

Les Parts Sociales ne peuvent être transmises inter vivos à des tiers non-associés qu'après approbation préalable en assemblée générale des Associés représentant au moins trois quarts (3/4) du capital social.

Les transferts de Parts Sociales doivent s'effectuer par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne peuvent être opposables à l'égard de la Société ou des tiers qu'à partir du moment de leur notification à la Société ou de son acceptation sur base des dispositions de l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois.

### Chapitre III. - Conseil de gérance - Pouvoirs - Assemblées - Commissaire

**Art. 8. Conseil de gérance.** La Société est gérée par au moins deux (2) gérants, Associés ou non. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance» ou pris individuellement le «Gérant»).

Le Conseil de Gérance est nommé par l'Associé unique ou l'assemblée générale des Associés qui déterminera la durée de leurs mandats. Les Gérants resteront en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles, mais sont révocables ad nutum, avec ou sans justification, par une résolution de l'Associé unique ou de l'assemblée générale des Associés.

Dans le cas où un Gérant veut démissionner de son mandat, il devra notifier sa décision au Conseil de Gérance raisonnablement à l'avance.

Le décès, l'incapacité, la faillite, l'insolvabilité, la démission, la révocation ou tout évènement similaire affectant un Gérant n'entraîne pas la liquidation de la Société.

**Art. 9. Pouvoirs du conseil de gérance.** Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des Associés relèvent de la compétence du Conseil de Gérance.

**Art. 10. Réunions du conseil de gérance.** Le Conseil de Gérance peut choisir parmi ses membres un président (le «Président») et un ou plusieurs vice-présidents. Il peut aussi désigner un secrétaire, Gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des assemblées générales des Associés.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront constatées par des procès-verbaux, qui sont signés par les Gérants et le cas échéant par le Président et le secrétaire ou par un notaire et seront déposés dans les livres de la Société.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être produits en justice ou autrement seront signés par le Président ou par le secrétaire (le cas échéant) ou par un Gérant.

Chaque Gérant peut se faire représenter au Conseil de Gérance par un autre Gérant par procuration. Les Gérants peuvent également voter par écrit ou par câble, télégramme, télex, courriel ou message télécopié

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité des Gérants est présente ou représentée à la réunion du Conseil de Gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Chaque Gérant et même tous les Gérants, peuvent participer à une réunion du Conseil de Gérance par téléphone ou conférence call ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion puissent se comprendre mutuellement. Une telle participation sera réputée équivalente à une participation en personne à une telle réunion.

Les décisions du Conseil de Gérance peuvent également être prises sous forme de résolutions circulaires. Les résolutions circulaires signées par tous les Gérants sont valables et produisent les mêmes effets que les résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. De telles décisions peuvent être documentées sur un document unique ou sur des documents séparés ayant un contenu identique et chacun d'eux étant signé par un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

**Art. 11. Délégation des pouvoirs - Responsabilité.** Le Conseil de Gérance peut déléguer ses compétences pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

Les Gérants ne contractent en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société et tant qu'ils ont agi dans les limites de leurs pouvoirs.

**Art. 12. Représentation de la société.** La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature de l'un des Gérants ou par la signature d'un fondé de pouvoirs qui aurait été dûment habilité par le Conseil de Gérance à sa seule discrétion.

**Art. 13. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs Gérants ou fondés de pouvoirs du Conseil de Gérance ou de la Société y ont un intérêt personnel, ou en sont gérant, associé, membre, fondé de pouvoirs ou employé. Tout Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société qui remplit des fonctions de gérant, associé, membre, fondé de pouvoirs ou employé d'une



autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour le motif de cette appartenance à cette société ou firme, automatiquement empêché de donner son avis et de voter ou d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou à une telle opération.

Dans le cas où un Gérant ou fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, il en avisera le Conseil de Gérance et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de l'Associé unique ou des Associés lors de la prochaine assemblée générale des Associés.

**Art. 14. Indemnité.** La Société pourra indemniser tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé, des dépenses raisonnablement encourues par eux du fait de toute action, procès ou poursuite auxquels il aura été partie en sa qualité de Gérant, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société. Une telle personne devra être indemnisée en toutes circonstances, sauf le cas où dans le cadre de pareille action, procès ou poursuite il serait finalement déclaré responsable de négligence grave ou de mauvaise administration délibérée; en cas de transaction, une telle indemnité ne sera accordée qu'en relation avec les affaires couvertes par la transaction et seulement si la Société est informée par son conseiller que la personne à indemniser n'a pas commis un tel manquement à ses devoirs. Un tel droit à indemnisation n'exclura pas d'autres droits nés dans son chef.

**Art. 15. Commissaire(s).** Si le nombre des Associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'article 200 de la Loi, lequel ne requiert pas qu'il(s) soi(en)t Associé(s). S'il y a plus d'un (1) commissaire, les commissaires aux comptes doivent agir en collège et formeront le conseil des commissaires aux comptes.

#### Chapitre IV. - Assemblées générales des associés

**Art. 16. Assemblée générale des associés.** L'Associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des Associés.

En cas de pluralité d'Associés, chaque Associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque Associé possède un nombre de votes égal au nombre de Parts Sociales qu'il détient. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des Associés détenant plus de la moitié du capital social (50%).

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf en cas de changement de nationalité de la Société, pour lequel un vote à l'unanimité des Associés est exigé, ne peuvent être adoptées que par une majorité d'Associés détenant au moins les trois quarts (75%) du capital social de la Société, conformément aux prescriptions de la Loi.

Chaque Associé peut agir à toute assemblée générale des Associés en nommant par écrit ou par fax un mandataire en tant que représentant, qu'il soit Associé ou non.

La tenue d'assemblées générales des Associés n'est pas obligatoire quand le nombre des Associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque Associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

**Art. 17 Assemblée générale annuelle des associés.** Si le nombre des Associés est supérieur à vingt cinq (25), une assemblée générale annuelle des Associés doit être tenue, conformément à l'article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans la convocation de l'assemblée, le 30 avril à 15 heures 30 (heure de Luxembourg). Si ce jour devait être un jour non ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle des Associés devrait se tenir le jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées des Associés pourront être tenues à l'endroit et à l'heure tels que précisé par le Conseil de Gérance dans les convocations relatives à ces assemblées.

Les assemblées générales des Associés, y compris l'assemblée générale annuelle, pourront se tenir à l'étranger, si de l'avis définitif du Conseil de Gérance, des circonstances exceptionnelles de force majeure le requièrent.

#### Chapitre V. - Année sociale - Répartition des bénéfices

**Art. 18. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le premier jour de janvier de chaque année, et finit le dernier jour de décembre de la même année sauf pour la première année sociale qui commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2011.

**Art. 19. Approbation des comptes annuels.** A la fin de chaque année sociale, le Conseil de Gérance présentera à l'Associé unique ou à l'assemblée générale des Associés les comptes annuels (incluant un inventaire indiquant la valeur des avoirs et des dettes de la Société ainsi que le bilan et le compte de pertes et profits qui indiqueront les charges résultant des amortissements nécessaires).

Chaque Associé pourra personnellement ou par le biais d'un agent nommé à cet effet, examiner, au siège social de la Société, les documents susmentionnés et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaire(s) établi conformément à l'article 200 de la Loi.



**Art. 20. Répartition des profits - Réserve.** Sur les bénéfices annuels nets de la Société, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la réserve requise par la Loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

L'Associé unique ou l'assemblée générale des Associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une partie du solde sur un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau à la prochaine année sociale ou de le distribuer aux Associés comme dividende proportionnellement à leur participation dans la Société.

**Art. 21. Dividendes intérimaires.** Les distributions de dividendes intérimaires sont autorisées dans la mesure où elles sont strictement conformes aux règles fixées par le présent article ainsi qu'à toute règle supplémentaire déterminée par le Conseil de Gérance ensemble avec l'/les Associé(s):

- L'initiative de déclarer des dividendes intérimaires et d'en autoriser la distribution revient exclusivement au Conseil de Gérance qui en apprécie l'opportunité et la conformité à l'intérêt social de la Société;

- A cet effet, le Conseil de Gérance a compétence exclusive pour décider du montant des sommes distribuables et de l'opportunité d'une distribution, sur la base de la documentation et des principes contenus dans les présents Statuts et de tout accord que les Associé(s) pourraient conclure entre eux;

- En outre, la décision du Conseil de Gérance doit s'appuyer sur les comptes intérimaires de la Société datant de moins de deux (2) mois au moment de cette décision du Conseil de Gérance et faisant apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne devra pas excéder les profits réalisés depuis la fin de l'année sociale augmentés des profits à reporter et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportables ainsi que des montants à allouer à une réserve à constituer par la Loi ou par les Statuts;

- Enfin, la distribution des dividendes intérimaires doit être limitée au montant du profit distribuable ou des réserves tels qu'ils apparaissent sur les comptes intérimaires de la Société mentionnés ci-dessus. Le Conseil de Gérance peut donner mandat à un auditeur indépendant de vérifier ces comptes intérimaires afin de confirmer le montant des sommes distribuables; et

- Dans tous les cas, la distribution des dividendes intérimaires reste soumise aux stipulations de l'article 201 de la Loi, lequel prévoit la possibilité d'une action en répétition contre l'/les Associé(s) des dividendes qui lui/leur ont été distribués mais qui ne correspondent pas à des bénéfices réellement acquis par la Société. Une telle action en répétition se prescrit par cinq (5) ans à partir du jour de la distribution.

## Chapitre VI. - Dissolution - Liquidation

**Art. 22. Dissolution, Liquidation.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'Associé unique ou un des Associés.

Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'Associé unique ou par l'assemblée générale des Associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs (Associés ou non) nommés par l'Associé unique ou par l'assemblée générale des Associés qui déterminera leurs pouvoirs et rémunération.

## Chapitre VII. - Divers

**Art. 23. Loi Applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément à la Loi.

### Souscription

Les statuts ainsi établis, la partie qui a comparu déclare souscrire à 12.500 (douze mille cinq cents) Parts Sociales de la Société représentant la totalité du capital social comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit (en EUR)	% de capital social
PARTHENA REYS PROPERTY HOLDINGS S.à.r.L. ....	12.500	12.500,	100,00%
Total .....	12.500	12.500,	100,00%

Toutes les actions ont été intégralement libérées par un versement en numéraire de sorte que le montant de EUR 12.500,-(douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant par un certificat de blocage.

### Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à EUR 1.200,-.

*Assemblée générale de l'associé unique*

La partie pré-qualifiée, représentant la totalité du capital social de la Société, dûment convoquée, constitue de droit et dès lors l'assemblée générale (l'«Assemblée»).

Ayant constaté qu'elle est légalement constituée, l'assemblée a unanimement approuvé ce qui suit:

*Première résolution*

L'Assemblée DECIDE d'élire comme Gérants de la Société les personnes suivantes:

- Monsieur Philip Mallard, né le 26 octobre 1948 à Birmingham (Royaume-Uni), ayant son adresse professionnelle au 131, Avenue Winston Churchill, B1180 Uccle, Bruxelles,, Belgique;
- Monsieur Russell Perchard, né le 16 janvier 1978 à Jersey, ayant son adresse professionnelle au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Monsieur François Pfister, né le 25 octobre 1961 à Uccle (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et.
- Monsieur Jonas Mallard, né le 31 décembre 1970 à Harpenden (Royaume Uni), ayant son adresse professionnelle au Centre d'Affaire La Boursidière, F-92350 Le Plessis-Robinson, France.

Ces Gérants sont élus pour une durée indéterminée.

Aucune rémunération ne sera octroyée aux Gérants pour l'exercice de leur mandat.

*Seconde résolution*

L'Assemblée DECIDE que le siège social de la Société sera situé au 291, Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné comprenant et parlant français atteste ici qu'à la demande de la partie comparante ci-dessus, le présent acte est rédigé en français. A la demande de la même partie comparante et en cas de divergences entre le texte en anglais et le texte en français, la version en anglais prévaudra.

DONT ACTE fait et passé à Luxembourg à la date stipulée au début de cet acte.

Et après lecture faite à la partie comparante et agissant dans le cadre de son pouvoir, la partie comparante connue du notaire par ses nom, prénom usuel, statut et résidence, a signé cet acte avec nous, le notaire.

Signé: G. CONRAD et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 décembre 2010. Relation: LAC/2010/55204. Reçu soixante-quinze euros (75.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 décembre 2010.

Référence de publication: 2010171585/542.

(100198720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 décembre 2010.

---

**BeeWee Media S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1461 Luxembourg, 87, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 148.535.

Le bilan au 31 décembre 2009 et l'annexe ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations. Helmsange, le 11/01/2011.

Référence de publication: 2011004898/10.

(110005505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.

---

**Baufalux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6778 Grevenmacher, 1, Schaffmill.

R.C.S. Luxembourg B 143.369.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011004911/10.

(110005284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 janvier 2011.